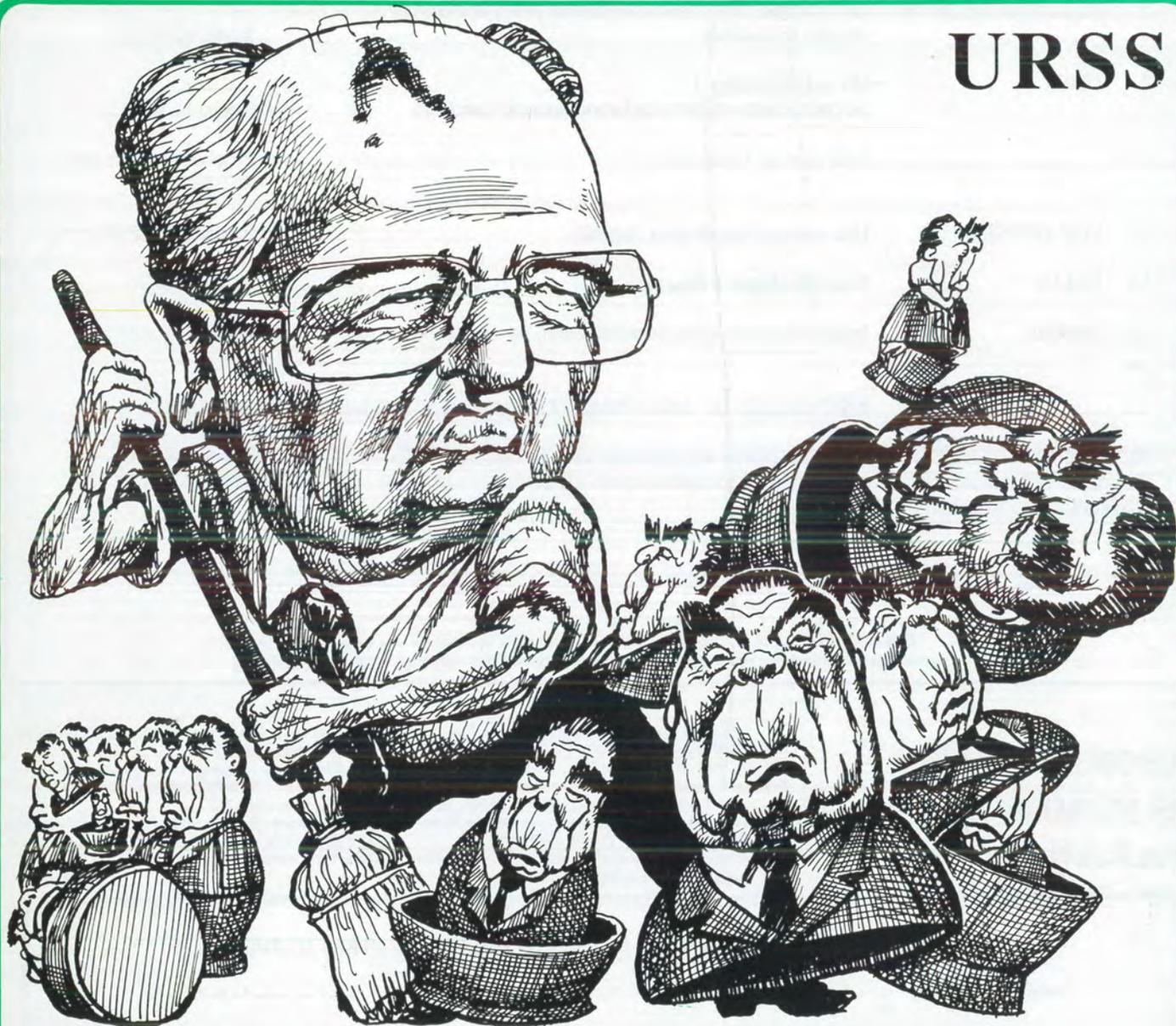


# INPRECOR

Numéro 237 du 2 mars 1987 - 12FF - 85FB - 4FS

URSS



Où va Gorbatchev ?

Brésil :  
Bilan d'un modèle d'industrialisation



# Tom Gustafsson

## 27 février 1947 - 7 février 1987

**L**ES obsèques de notre camarade Tom Gustafsson, décédé le 7 février dernier, se sont déroulées le vendredi 13 février à Stockholm, en présence de centaines de personnes. Des dizaines de messages de condoléances et de sympathie sont parvenus à sa famille et à nos camarades suédois, messages adressés par des organisations du mouvement ouvrier suédois, des

organisations africaines et latino-américaines représentées en Suède, telles le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) chilien et bien sûr, des sections de la IVe Internationale.

Ces dernières étaient d'ailleurs représentées par de nombreux camarades et Ernest Mandel devait prendre la parole au nom de l'Internationale dans le memorial organisé le soir. ■

Göte KILDEN

Un ami, un camarade est mort.

Un maillon très fort vient de rompre.

Pour la première fois dans sa vie, Tom a dû renoncer. Une grave maladie a eu raison de sa force physique et de son appétit de vivre.

Il est mort quand nous nous apprêtions à fêter son quarantième anniversaire dans deux semaines.

Nous ne pouvons cacher notre sentiment de tristesse et de vide. Les blessures ouvertes font toujours mal. Il n'est pas difficile de tracer un portrait de Tom, il nous suffit de prendre des couleurs vives. Il n'aura vécu que 40 années, mais avec une telle intensité et une telle énergie qu'elles lui donnèrent l'expérience de quatre siècles.

Notre mouvement n'a pas pour habitude de glorifier ses leaders. L'adoration des icônes ne nourrit pas l'existence des êtres conscients. Mais nous savons reconnaître la grandeur quand nous la voyons.

La clé de la grandeur de Tom, c'est d'avoir toujours mis sa vie en accord avec sa pensée. Il ne "s'est pas sacrifié pour le parti". Son attitude vis-à-vis de la politique était scientifique, morale et remplie de joie.

Le père de Tom, Ake Gustafsson, est l'un des plus grands généticiens suédois, l'un de ceux qui vit la fraude scientifique dans les travaux de Lyssenko, le protégé de Staline. De lui, Tom prit non seulement un intérêt passionné pour la biologie, mais aussi une méthode scientifique, l'habitude de toujours demander pourquoi et de toujours étudier une question dans le détail. Tous ceux qui, un jour, sont partis faire un tour avec Tom, savent qu'il était incapable de se promener doucement. Il était comme un train express, se hâtant toujours ou bien, prenant une brassée de fleurs et de feuilles, il vous faisait un cours enthousiaste de biologie.

Au milieu des années soixante, Tom commença ses études à l'université de Lund, dans le sud de la Suède. Là, il se retrouva rapidement au cœur du bouleversement politique et de la révolte sociale qui saisit les universités dans le monde entier. En 1968, l'offensive du Têt au Vietnam, la révolte de Mai en France et l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques, devaient marquer un tournant dans la situation politique mondiale. En Suède, la décennie idyllique était terminée et la grande grève des mineurs de Iapland en 1969-1970, mettait à nu l'état de dégénérescence et de bureaucratie du mouvement ouvrier traditionnel.

Tom avait grandi dans une famille libérale et pendant quelques mois, il fit l'expérience des Jeunes libéraux. Mais ces

derniers étaient incapables d'expliquer les convulsions politiques et sociales qui secouaient le monde.

A l'époque où il devient impossible de dissimuler le déclin du système capitaliste et la montée des mouvements de masses pour la libération sociale, le libéralisme est une force politique réactionnaire. Tom le vit et rejetta vigoureusement cette politique. Très vite, il devait rejoindre l'organisation étudiante de gauche Clarté qui devint sa véritable université.

A Lund, Clarté bouillait d'idées et de débats. Toute la palette des idées du mouvement ouvrier et des variantes du marxisme y était représentée.

### LA SOLIDARITE AVEC LA REVOLUTION VIETNAMIENNE.

1966-1967, voilà vingt ans, Tom commençait son activité dans le mouvement de solidarité avec la révolution vietnamienne. Cet engagement, l'un de ses plus longs et de ses plus passionnés, devait devenir décisif dans son évolution politique.

Il devint rapidement l'un des leaders du mouvement de solidarité et son exigence d'honnêteté, de méthode scientifique et de clarté programmatique se heurta très vite aux idées des maoïstes qui monopolisaient le mouvement de solidarité dans la jeunesse.

Aux premières années de bataille contre le neutralisme du Parti communiste suédois sur la guerre du Vietnam, devaient succéder dix longues années de résistance contre les déformations maoïstes qui avaient imprégné une génération entière de jeunes militants. Dans des centaines d'articles et de débats, Tom soulignait inlassablement que la guerre d'Indochine n'était pas une simple guerre de libération nationale mais aussi une guerre de libération sociale, que notre

Tom Gustafsson (DR)



solidarité était une solidarité avec des révolutionnaires qui, à la tête des masses opprimées, allaient vers la révolution socialiste. Mais il soulignait aussi les conséquences qu'avaient le sous-développement, les destructions massives et les limites de ces révolutionnaires. Il montrait qu'il était donc possible de combiner la lutte pour la solidarité totale la plus large et un regard critique. Pour nous, cette démarche est inestimable, car elle fut un vaccin contre l'amertume, le cynisme et la démoralisation qui devaient paralyser des dizaines de milliers d'internationalistes dévoués quand le monde connut la barbarie de Pol Pot. Comme l'insurrection de Budapest en 1956 avait balayé toutes les illusions sur le stalinisme, l'idéologie maoïste ne devait pas résister à la tragédie du Cambodge.

La bataille politique que menait Tom pendant toutes ces années empêcha que des centaines, peut-être des milliers de révolutionnaires soient entraînés dans la vague défaitiste qui suivit.

### CONSTRUIRE UNE AUTRE INTERNATIONALE

Ce travail de Tom, le développement de ces idées, devaient avoir des conséquences importantes sur toute sa vie politique. De 1967 à 1970, il se plongea dans ce que nous appelons parfois "la bataille de l'Histoire", c'est-à-dire la confrontation totale avec les traditions réformistes et stalinienne du mouvement ouvrier suédois et international. La Révolution russe, la victoire du nazisme en Allemagne, la Guerre civile espagnole, la Seconde guerre mondiale et le soulèvement de Budapest n'étaient déjà plus que quelques unes des expériences du mouvement ouvrier international qu'il avait étudiées. L'erreur indochinoise n'était pas unique mais universelle, les défaites n'étaient pas l'exception mais une règle et la conséquence logique du réformisme et du stalinisme.

Tom, comme tant d'autres de sa génération était sur les barricades à Paris, aux rassemblements du SDS (1) en Allemagne, avec des dizaines de milliers d'autres internationalistes avec qui il chantait "l'Appel du Komintern". C'était un enfant de Mai 68 et comme beaucoup de cette génération, il était nourri d'internationalisme. "Créer, deux, trois Vietnam", le mot d'ordre de Che Guevara s'était répandu comme une traînée de poudre autour du monde. Je me souviens des innombrables manifestations Vietnam où ce message révolutionnaire résonnait dans les rues. Tom était toujours au premier rang, immense, avec sa voix forte.

L'expérience de Saïgon, de Paris, de Prague et des mineurs suédois se conju-

gait au bilan de l'histoire du stalinisme et amenait Tom à une seule conclusion. Il fallait rompre avec les directions traditionnelles du mouvement ouvrier et rejoindre la Quatrième Internationale. C'était un défi gigantesque, bâtir un nouveau parti de masse dans le monde entier.

En Suède, ce défi était relevé par deux petits groupes : les Marxistes révolutionnaires et le Groupe bolchévik. Le Groupe bolchévik provenait de la majorité de Clarté à Lund. Tom était un de ses fondateurs. En 1971, les deux groupes fusionnaient en une seule organisation, la Ligue marxiste révolutionnaire, section suédoise de la IVe Internationale. Là, des militants jeunes et sans expérience, sans continuité historique et sans aucun lien physique avec les générations précédentes, commencèrent à construire quelque chose de totalement neuf.

Bien sûr, nous avons commis de nombreuses erreurs. Nous avons appris de l'histoire et nous étions d'accord avec l'héritage théorique de la IVe Internationale. Mais transcrire ces expériences dans la Suède des années soixante-dix et quatre-vingt était difficile, long, ardu. Il fallait tout créer, de la mise en place d'une petite librairie à l'élaboration d'une tactique pour travailler dans les syndicats, en passant par les structures d'organisation, la construction d'un véritable appareil du parti, même la pratique d'un langage politique adéquat. Nous sommes encore dans cette période de construction bien que les fondations aient été faites quand nous avons adopté le nom de Parti socialiste en 1982.

Tom avait développé un sens politique très fin qui enregistrerait parfaitement la situation de l'organisation. Il voyait quand la corde de l'arc était trop tendue ou pas assez. Il avait une rare capacité à toujours savoir écouter. Il s'était gagné le respect de ceux mêmes avec qui il était en désaccord.

Il n'essayait pas de vaincre sur toutes les questions en débat ou d'avoir toujours le dernier mot, mais il était toujours préparé à travailler dans le cadre d'un compromis temporaire ou d'un accord. Beaucoup d'entre nous querellaient Tom à cause de cette capacité, souvent avec le sourire, parfois avec peu d'irritation. Maintenant qu'il n'est plus parmi nous, c'est justement cette capacité qui va nous manquer le plus. La colère et l'acharnement, nous devons les réserver aux grandes questions de principe.

Pendant nos longues vingt années d'histoire, Tom fut le seul à travailler comme permanent politique quasiment sans interruption. Non parce qu'il était prisonnier de l'appareil ou était devenu dépendant de l'organisation, mais tout au contraire, parce qu'il était absolument nécessaire à la construction d'un appareil

viable. Son intégrité et sa solidité faisaient que nous avions confiance en lui et que nous le voulions à ce poste. C'était un révolutionnaire professionnel.

Sa seule "tentative d'échappement" durant toutes ces années, fut la période qu'il passa à Atlas Copco, la grande multinationale suédoise. Il se plongea avec joie dans de nouvelles amitiés, dans le militantisme syndical. Mais au bout de deux ans, il était contraint d'abandonner cette nouvelle vie, pour aller avec sa compagne Birgitta, prendre des responsabilités internationales à Paris.

### INTERNATIONALISTE JUSQU'AU BOUT

Et par dessus toute chose, il était enfant de Mai 68 et l'internationalisme était le fil conducteur de sa vie. Avec la même passion qu'il avait eue vingt ans auparavant pour la révolution vietnamienne, il s'était engagé dans la défense de la révolution au Nicaragua.

Tom était notre lien le plus important à la IVe Internationale. Il essayait toujours de nous faire comprendre à la fois les problèmes quotidiens de l'Internationale et ses discussions politiques importantes.

Mais Tom n'était pas uniquement un lien avec l'Internationale. Durant ces six dernières années, il était aussi partie prenante de sa direction exécutive, le Secrétariat unifié et pendant trois ans, de 1981 à 1983, il faisait partie de sa direction quotidienne, le bureau du SU, où s'attachant avant tout à dépasser les barrières des langues et des cultures il prit un rôle dirigeant que lui conférait sa réelle autorité. En Suède, de la même manière, il jouait un rôle moteur dans l'organisation mais il eut aussi une part décisive pour amener les sections de l'Internationale à s'investir plus profondément dans les activités syndicales comme dans la bataille de ces dernières années en défense de la révolution permanente, la théorie qu'il avait si bien utilisée pour analyser la révolution vietnamienne dans sa jeunesse.

La vie de Tom ne fut pas vaine, nous le savons. Un maillon très fort vient de se rompre. Mais par l'exemple de sa vie, de sa direction, il nous a montré comment en forger un nouveau, comment rendre sa force à la chaîne. ■

Göte KILDEN  
Stockholm, 10 février 1987

1. Le SDS était l'organisation des Etudiants sociaux-démocrates dont le principal dirigeant était Rudi Duschke, un des symboles de cette nouvelle génération anti-impérialiste, qui devait être très grièvement blessé dans un attentat organisé par l'extrême-droite en 1968.

# Les élections législatives de janvier 1987

## Une demi-victoire pour la droite

**L**A Bourse de la deuxième puissance impérialiste de la planète accusa une remontée des cours au lendemain des élections du 25 janvier 1987. En effet, l'alliance des partis conservateurs et libéraux, l'Union démocrate-chrétienne (CDU), l'Union social-chrétienne bavaroise (CSU) et le Parti libéral démocrate (FDP), avaient gagné et se trouvait à nouveau au gouvernement. On avait ainsi évité le « chaos rouge-vert » redouté par les milieux d'affaires ouest-allemands et le gouvernement américain, c'est-à-dire une majorité pour le SPD

et les Verts. Autre caractéristique apparemment contradictoire de ces élections : l'état d'esprit régnant dans la gauche et dans les entreprises, les bureaux, chez les syndiqués et les militants et militantes des différents mouvements peut se résumer ainsi : « On a encore eu de la chance cette fois-ci, nous avions redouté bien pire ». Si l'on examine précisément le résultat de cette élection et si on la considère sur l'arrière-fond des évolutions politiques et économiques de ce pays, alors on découvre d'intéressantes explications à cette apparente contradiction.

### Winfried WOLF

Les partis gouvernementaux, CDU, CSU, FDP, ont dans l'ensemble obtenu 53,4% des voix et par là une majorité assez grande dans la répartition des sièges parlementaires, suivant le mode de scrutin proportionnel qui existe en RFA. Le SPD arrivait à 37% et les Verts obtenaient 8,3%. Si l'on additionne leurs scores électoraux, les partis "rouge" et "vert" parviennent ensemble à 45,3% des voix, manquant ainsi la majorité de presque 5%. Sous cet angle, la victoire électorale du gouvernement Kohl paraît convaincante.

On peut apprécier différemment l'issue de ce scrutin en considérant l'arrière-fond des élections passées et l'ambiance régnant en RFA depuis la deuxième moitié de 1986.

En septembre 1982 s'est close l'ère des treize années de gouvernements "sociaux-libéraux", formés du SPD et du petit parti libéral FDP. A ce moment là, le FDP, sous la pression des milieux de la finance et des grandes industries, changea de partenaire pour former une coalition et un gouvernement avec la CDU-CSU. Lors des élections qui eurent lieu en mars 1983, le CDU-CSU et le FDP atteignirent ensemble presque 56% des voix. Le SPD obtenait 38% et les Verts 5,6% grâce auxquels ils accédaient pour la première fois au parlement de Bonn, ayant franchi la barrière des 5% désignée à exclure des petits partis du Ce succès électoral des conservateurs fut de manière générale ressentie comme une lourde défaite dans la gauche et parmi les syndiqués.

Dans la période qui suivit et jusqu'au milieu des années 1986, il y eut une série de développements qui nourrirent l'espérance que ce gouvernement Kohl pourrait être remplacé après les élections au

Bundestag de 1987 par un gouvernement SPD qui collaborerait sous une forme ou une autre avec les Verts. Le gouvernement Kohl avait été impliqué dans un grand nombre de scandales ; le mouvement ouvrier avait connu des grandes mobilisations partiellement victorieuses, pour la semaine de 35 heures et en défense du droit de grève(1) ; un nouveau mouvement anti-nucléaire se développait, surtout après la catastrophe de Tchernobyl.

### LE TOURNANT DE 1986

A la mi-1986, six mois précisément avant les élections au Bundestag, il y eut un retournement massif de l'opinion, dû essentiellement à cinq facteurs.

Premièrement, à partir de la mi-1986, les mouvements susnommés ne parvinrent plus à s'élargir, au contraire ils se puisaient tous pour différentes raisons. Les directions syndicales en particulier n'étaient pas prêtes à poursuivre leur campagne contre la réduction du droit de grève après une première victoire. Au lieu de cela, elles renvoyaient aux élections de janvier 1987.

Dans cette attitude des directions syndicales, un rôle important revient à un deuxième facteur, l'affaire du scandale de Neue Heimat, société immobilière propriété du syndicat, qui était jusque là la plus grande d'Europe.

Des révélations dans les médias et une commission d'enquête parlementaire constatèrent que les directeurs syndicaux, également membres du SPD avaient conduit la firme à la faillite non seulement par suite d'erreurs de gestion mais aussi par détournement de fonds dans leurs propres poches.

Troisièmement, avec Johannes Rau comme candidat au poste de chancelier et le programme qu'il représentait, le SPD avait défini une position qui se fondait

sur l'exclusion des Verts, la tentative de les pousser au-dessous des 5% de voix et ainsi hors du parlement, et pariait sur la possibilité d'une majorité absolue pour le seul SPD comme objectif électoral. Un tel objectif, unique dans l'histoire de la RFA, ne paraissait pas crédible; la mise à l'écart des Verts fut également ressentie comme sectaire par une large partie de la base du SPD. En déclarant qu'ils ne collaboreraient en aucun cas avec les Verts après les élections, Rau et le SPD refusaient l'unique alternative parlementaire imaginable à un gouvernement CDU-CSU-FDP.

Quatrièmement, la RFA a traversé, comme la plupart des autres pays impérialistes, une période d'expansion économique en 1983-1986. Celle-ci coïncida exactement avec la législature du gouvernement libéral-conservateur, ce que ce dernier utilisa au mieux : la crise précédente de 1981-82 fut mis à la charge des sociaux-démocrates et l'expansion portée à leur propre crédit.

Cinquièmement, à l'automne 1986, le SPD subit deux revers électoraux cinglants, aux élections régionales des Länder de Bavière et de Hambourg. Le contexte de ces deux scrutins étaient déjà fortement marqués par la perspective des élections législatives. Il en ressortit clairement qu'il n'y avait aucune chance pour une majorité "propre" et absolue du SPD. Cependant la direction du SPD se cantonna dans sa tactique d'exclusion vis-à-vis des Verts. A Hambourg, où elle avait perdu sa majorité absolue à ces

**ABONNEZ-VOUS,  
RÉABONNEZ-VOUS**

**A « INPRECOR » I**

élections mais disposait d'une majorité "rouge-vert" potentielle avec les élus de la liste alternative verte (GAL), elle écarta toute collaboration avec les Verts et fit les premiers pas en direction d'une "grande coalition", de la collaboration avec la CDU.

Dans cette situation, les partis au pouvoir partirent à l'automne 1986 à l'offensive. La CDU-CSU se présenta avec une ligne encore plus orientée à droite : "L'avenir au lieu du rouge-vert", tel était leur slogan dans la phase finale de la joute électorale; partout sur les murs s'étendait le danger d'un "chaos rouge-vert". Dans le même temps, on joua sur le ressort de l'anticommunisme avec des provocations savamment calculées telle la comparaison entre Gorbatchev et Goebbels ou l'affirmation qu'existent en RDA des camps de concentration. La direction CDU-CSU et les instituts de sondage d'opinion répandaient l'affirmation qu'une écrasante victoire de la coalition gouvernementale était certaine ; tout comme était imaginable une majorité absolue pour la seule CDU-CSU.

C'est dans ce contexte que le parti libéral FDP jouait comme une assurance contre un raz-de-marée de la CDU-CSU et une réactivation subséquente de la guerre froide sous un gouvernement conservateur "national". Les grands magazines allemands *Der Spiegel* et *Stern*, les seules périodiques de masse qui aient soutenu la coalition social-libérale dans les années 1970, appelaient aussitôt au vote pour le FDP comme étant le "moindre mal" dans une victoire malgré tout certaine de la coalition gouvernementale. Si l'on pense que le public de ces périodiques se situe entre 4 et 5 millions de lecteurs et que le FDP avec 9,1% des voix reçut environ 3,5 millions de voix (alors qu'il était tombé à 7% auparavant et que l'on craignait sa disparition du Bundestag), on mesure l'influence de cette prise de partie.

## DES RESULTATS DIFFERENCIÉS

Ainsi le FDP fut l'unique parti de la coalition qui puisse se targuer d'un léger plus avec une augmentation de 2,1% des voix, tandis que la CDU et son organisation sœur la CSU enregistraient un minus de 4,5%. Ils obtenaient ainsi leur plus mauvais résultat depuis les premières élections au Bundestag de 1949 et descendait en dessous du résultat de l'année 1980 où le candidat à la chancellerie Franz-Josef Strauss, dirigeant de la CSU échoua contre le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt. Même en additionnant les voix CDU-CSU et FDP, la coalition dans son ensemble perd quand même 2,4%.

Avec une chute de 1,2%, la perte du SPD est moindre que celle généralement attendue. Mais ici aussi on enregistre une chute historique : c'est le plus mauvais résultat depuis 1961. Les grands gagnants à gauche sont les Verts : ils obtiennent 2,7% de plus par rapport aux élections de 1983 et voient leur électorat augmenter d'environ 50%. A côté des pertes de la CDU-CSU et de l'affaiblissement relatif des partis gouvernementaux, le succès des Verts est sans aucun doute ce qui suscite à gauche et parmi le syndiqué l'impression que "ça n'est pas si grave".

## UNE CHANCE POUR LES "ROUGE-VERT" : LE VOLTE-FACE DU SPD

Le SPD accomplit après les élections un rapide et surprenant tournant. Déjà au lendemain des élections, le candidat chancelier Rau déclarait que sa "tâche" était "terminée" et qu'il "n'était plus disponible pour aucune autre fonction" ce qui signifierait qu'il ne se présente pas comme candidat à la succession de Willy Brandt, qui doit se retirer au plus tard en 1988 de la présidence du SPD. Dans le même temps, Oskar Lafontaine, ministre-président de la Sarre, déclarait dans la nuit des élections que le refus du SPD d'une alliance avec les Verts avait été une faute décisive. Il annonçait ainsi indirectement sa candidature comme prochain candidat à la chancellerie, voire comme successeur à Willy Brandt.

Oskar Lafontaine était jusqu'ici l'homme de l'aile gauche dans le SPD. Il était déjà en 1979 le plus important porte-parole d'une minorité qui s'engageait contre la double décision de l'OTAN, le stationnement des Pershing II et des fusées Cruise. Il plaidait pour une sortie de la production d'énergie atomique et s'opposait à l'OTAN. *The Economist* du 31 novembre 1986 voit en Lafontaine un homme politique "dont les opinions se fondent sur les orientations pro-écologie, anti-nucléaire et anti-OTAN des Verts". Avec un SPD "qui se tournait vers les Verts, les sociaux-démocrates feraient sursauter les alliés de l'Allemagne".

Il est tout d'abord surprenant de constater le peu de résistance que rencontrent les ambitions de Lafontaine à l'intérieur du SPD. L'ex-candidat à la chancellerie Rau déclarait que son refus des Verts valait "seulement pour ces élections". Auparavant des fédérations droitières du SPD, comme celle de Bavière, se sont déjà prononcées pour Lafontaine comme prochain candidat à la chancellerie. De grands journaux bourgeois ont également pris position pour Lafontaine, soulignant avant tout que la tâche du SPD était maintenant de réaliser "l'intégration" des Verts.

De son côté, Lafontaine dans un débat avec la représentante des Verts Jutta Dittfurth, parue dans *Der Spiegel* du 2 février 1987, fit des offres publiques aux Verts pour s'engager à l'avenir dans une politique commune et même dans des coalitions. En effet, dans la même discussion, il explicita sur les trois thèmes "sensibles" que mentionnait *The Economist* qu'il était prêt à de larges compromis tout autant pour lier la droite du SPD que pour ne pas effrayer la bourgeoisie. La sortie du système d'énergie nucléaire ne doit être obtenue qu'à moyen terme ; celle-ci ne pourra être réalisée que lorsqu'une majorité y sera acquise non seulement au parlement de Bonn mais aussi dans les régions et communes ainsi que dans les entreprises d'Etat d'approvisionnement en énergie - ce qui reflète sur cette question le concept officiellement bien compris du SPD d'un "consensus national".

Il en va de même pour l'organisation du retrait du stationnement des fusées Pershing II : le Bundestag devrait en cas d'une majorité rouge-vert "exiger" des Etats-Unis qu'ils reprennent leurs fusées. Lafontaine part du principe "qu'une démocratie comme l'Amérique respectera la décision d'un parlement d'un autre pays". Le plus intéressant est le recul de Lafontaine sur la question de l'OTAN. S'il comptait au début des années 1980 comme un adversaire de l'OTAN, il se prononce depuis quelques temps pour un modèle "comme dans le cas de la France ou de l'Espagne" : membre de l'OTAN sans intégration militaire. Maintenant, avant son bond en avant, il précise dans l'interview susmentionnée à *Der Spiegel* sa formule : "Hors de l'OTAN n'est pas ma position(...) Je tiens l'OTAN pour réformable - bien entendu je souhaite plus de souveraineté pour la RFA..."

Et les Verts ? l'analyse de *The Economist* est ici encore pertinente : "Ils sont profondément divisés entre une aile réaliste, favorable à des liens d'une manière ou d'une autre avec les sociaux-démocrates et les fondamentalistes qui ne le sont pas". On ne peut qu'approuver la conclusion : "Cette division s'approfondit plutôt au fur et à mesure que le parti grandit et s'établit".

## L'AVENIR EN ROUGE ET VERT ?

La présente offre faite pour la première fois par le SPD de procéder à une collaboration rouge-vert à un niveau national tend à renforcer l'aile "réalo" au sein des Verts. Pourtant les fondamentalistes, qui sont majoritaires dans la direction du parti, se sont renforcés dans le nouveau groupe parlementaire. Même l'aile "réaliste" ne

peut poursuivre sa politique d'alliance avec le SPD sans problèmes. Depuis un an les Verts étaient en Hesse des partenaires dans une coalition avec le SPD. Le dirigeant réaliste Joschka Fischer était ministre de l'Environnement et ce dans un des Länder de RFA avec l'une des plus grandes centrales nucléaires d'Europe. Après de multiples réclamations pour une "sortie" de ce Land de la production d'énergie nucléaire, cette coalition a finalement éclaté autour d'un conflit sur l'avenir de la centrale nucléaire de Hanau.

Cependant, il est tout à fait possible que les Verts parviennent à l'avenir à une orientation sur une "collaboration rouge-vert", en particulier au niveau des Länder. La structure d'organisation des Verts apporte ici une importante explication : on y compte officiellement 45 000 membres. En réalité, on ne peut compter que 15 000 membres comme plus ou moins actifs. Dans le même temps, les Verts ont 8 000 représentants dans les organes parlementaires aux niveaux communal, municipal, régional et fédéral sans prendre en compte les permanents du parti. Cela signifie que la majorité des membres actifs qui viennent surtout aux assemblées des membres du parti, sont occupés à une fonction parlementaire ; la grande majorité de ces représentants parlementaires des Verts doit être comptée dans l'aile "réalo".

Cela n'enlève rien au fait que les 3,1 millions de personnes qui ont voté pour le parti Vert à ces élections législatives, votèrent pour le programme le plus progressiste qui existait à ces élections. Cela n'enlève rien non plus au fait que la grande majorité des 14 millions d'électeurs du SPD se prononçait dans le même temps pour une "coalition rouge-vert", et critiquaient ainsi le SPD par la gauche. Les Verts et le SPD auraient eu des centaines de milliers de voix en plus et une chance d'obtenir à eux deux une majorité, si une telle majorité rouge-verte avait aussi été décrite comme une possibilité politique.

Sans aucun doute dans les discussions à venir, vu la nouvelle crise qui s'amorce et la nouvelle grève attendue pour le printemps concernant la semaine de 35 heures, une telle "alliance rouge-verte" apparaîtra comme l'unique alternative parlementaire imaginable au gouvernement conservateur-libéral de Kohl. ■

Winfried WOLF

Cologne, le 13 février 1987.

<sup>1</sup> Voir les articles de Peter Bartelheimer, "La bataille des 35 heures" publié dans *Inprekor* numéro 174 du 28 mai 1984, "Le bilan de la lutte pour les 35 heures" publié dans *Inprekor* numéro 183 du 5 novembre 1984, et "Grève pour le droit de grève" publié dans *Inprekor* numéro 215 du 17 mars 1986.

URSS

## Où va Gorbatchev ?

### Le cours d'auto-réforme de la bureaucratie s'accélère

La réunion plénière du Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique (PCUS), ajournée à plusieurs reprises, s'est finalement tenue les 27-28 janvier 1987 (1). Le rapport-fleuve de Mikhaïl Gorbatchev, qui a duré dix heures, marque une accélération incontestable du cours de réformes que le secrétaire-général avait initiées dès son arrivée au pouvoir en mars 1985. Le fait nouveau, c'est que le centre de gravité de ces réformes se déplace du terrain économique et socio-moral, de la lutte contre l'alcoolisme et la corruption vers le terrain purement politique.

Les trois principales mesures proposées concernent les structures politiques proprement dites. Pour la première fois depuis quarante-cinq ans, on convoquera une conférence extraordinaire du parti au début de l'année prochaine. Le mode de sélection des candidats aux élections des soviets locaux et régionaux sera modifié. Il n'est pas sûr que cette réforme s'étendra également au choix des candidats pour le Soviet suprême. Le mode de scrutin des responsables du parti, à plusieurs échelons successifs, sera également modifié. De nouveau, il n'est pas sûr que l'introduction du scrutin secret s'appliquera également à l'élection des délégués pour le congrès du parti, ainsi qu'à l'élection des membres du Comité central du PCUS.

Ernest MANDEL

Certaines des réformes annoncées par Gorbatchev étaient déjà dans l'air : on en discutait non seulement au sein de l'appareil du parti mais aussi dans l'intelligentsia et même avec des hôtes étrangers. Une partie des propositions débattues n'a d'ailleurs pas (encore ?) été retenue, telle l'introduction du principe de la rotation obligatoire des hauts dignitaires du parti et la limitation des mandats — y compris au Comité central et au Bureau politique — à deux législatures.

Néanmoins, il semble bien que Gorbatchev a créé son effet de surprise. Alors qu'un projet de rapport avait circulé parmi les membres et candidats du Bureau politique, des détails précis concernant les nouveaux modes de scrutin en avaient été omis. Ils ont, paraît-il, fait l'effet d'une bombe au sein du Comité central.

Cet effet de surprise, l'ajournement répété du plénum, l'interruption de séance, le nombre d'interventions qui ont suivi le rapport du secrétaire-général (au moins trente-quatre), le fait que la résolution finale adoptée ne mentionne pas toute une série de propositions les plus radicales, tout cela atteste des résistances auxquelles Gorbatchev se heurte au sein du sommet de la bureaucratie. Le fait que le renouvellement du Bureau politique ait été plus modeste que prévu — Vladimir Chtcherbiski est resté membre alors que Boris Eltsine n'a pas été élu membre titulaire (2) — souligne davantage encore l'ampleur des résistances.

Ces résistances ne sont que le reflet, au sommet de la bureaucratie, du conservatisme de la majorité de l'appareil bureaucratique. Celle-ci a peur de tout changement profond, de tout ce qui n'est pas purement superficiel. Elle se méfie des

deux mots d'ordre centraux de Gorbatchev, *glasnost* (transparence, c'est-à-dire information plus sincère, plus réaliste, plus complète) et *perestroïka* (restructuration, refonte, réforme radicale).

#### LA CRISE DE LA GESTION BUREAUCRATIQUE

Cela ne signifie pas non plus que Gorbatchev représente un élément fondamentalement anti-bureaucratique, rénovateur au sens socio-politique du terme, dans la vie de l'Etat et du parti, ou qu'il soit largement isolé du reste de la société. Il représente l'aile la plus lucide de la bureaucratie — avant tout parmi l'intelligentsia et les technocrates, mais également, paraît-il, dans l'appareil policier et militaire — qui a pris conscience de la gravité de la crise dans laquelle la gestion bureaucratique a fourvoyé l'Union soviétique. Les dimensions de cette crise de système nous étaient connues depuis longtemps. Nous les avions analysées à diverses reprises.

Si Gorbatchev la décrit maintenant en termes dramatiques dans son rapport devant le CC ; s'il parle de plus en plus d'une véritable « révolution » qui serait nécessaire, c'est pour sauver le régime bureaucratique, non pour le renverser. Les divergences entre lui et la fraction dite « conservatrice » portent sur la sous-estimation criminelle de la crise par les con-

1. D'après Giulietto Chiesa, correspondant à Moscou du quotidien du Parti communiste italien, *L'Unita*, cette réunion avait été reportée quatre fois (*L'Unita* du 30 janvier 1986).

2. Chtcherbitski, premier secrétaire du parti en Ukraine, est le dernier brejnevien qui garde sa place et son siège au Bureau politique. Eltsine est un des chefs de file du courant réformateur et premier secrétaire du parti à Moscou.

servateurs, — « criminelle » justement du point de vue des intérêts d'ensemble de la bureaucratie. Devant la profondeur de la crise, les brejneviens refusent les mesures chirurgicales que propose Gorbatchev.

On pourrait donner de nombreuses preuves des objectifs de défense de la dictature bureaucratique fournies par le rapport de Gorbatchev. Le principe du parti unique est défendu avec acharnement, de même que le dogme de son rôle nécessairement dirigeant dans le domaine politique. Gorbatchev a fait l'éloge du KGB (qui le lui a demandé ?) en tant qu'institution. Le « principe » du centralisme démocratique tel qu'il fonctionne depuis la victoire de la fraction stalinienne, donc en réalité le centralisme bureaucratique, est considéré comme pierre de touche de tout le système politique. Son extension du parti aux organisations de masse et aux structures d'Etat est célébré comme le *nec plus ultra* du marxisme-léninisme, avec lequel il n'a évidemment rien à voir.

Indicatif du désir de défense de la dictature est l'attitude adoptée par Gorbatchev sur la question nationale en URSS. Dans son rapport devant le CC, l'accent est mis sur la lutte contre le « nationalisme bourgeois » de nationalités minoritaires en URSS, et non contre le nationalisme grand-russe. Cet accent acquiert un sens plus concret et plus négatif à la lumière de l'épuration du premier secrétaire du parti pour la République de Kazakhstan, Dinmoukhamed Kounaev, qui a conduit aux manifestations d'Alma Ata en décembre 1986. Sur la base des informations dont nous disposons, il est difficile de savoir s'il s'est agi réellement d'une réaction populaire ou d'un conflit interbureaucratique qui a abouti à une manipulation de quelques secteurs des masses par la bureaucratie locale, de toute manière largement corrompue. Mais pour un Grand-Russe comme Gorbatchev, concentrer le feu sur le nationalisme des minorités ethniques opprimées et soutenir la nomination de dirigeants russes dans les républiques fédérées est en tout cas profondément réactionnaire.

C'est en jugeant le but poursuivi par Gorbatchev à l'aune des moyens proposés pour l'atteindre, que le dilemme avec lequel il est confronté apparaît de la manière la plus nette. Depuis près de soixante ans, tout fonctionne en Union soviétique sur la base du commandement vertical, du haut vers le bas, sans initiative ou auto-organisation des masses. « L'intéressement matériel » des bureaucrates en tant que moteur pour réaliser le plan et faire marcher la machine économique soutient cette dictature bureaucratique. Monopole de pouvoir et de privilèges matériels se déterminent mutuellement. Normalement, c'est donc du haut vers le bas que Gorbatchev a commencé par appliquer ses réformes.

Seulement voilà : l'appareil résiste, s'avère d'une lourdeur insoupçonnée même par ses critiques les plus lucides, sabote ou, pis encore, fait systématiquement obstruction. Il faut donc le secouer. On commence par secouer administrative-

ment les administrateurs. Nouvelles obstructions, nouvelles manifestations éblouissantes d'inertie, nouveaux échecs partiels, nouveaux retards et ajournements. Mais la bombe à retardement de la crise du système fait entendre sa minuterie impitoyable. Le temps écoulé, c'est du temps perdu. Et ce temps perdu aggrave la crise. Alors, il faut faire agir d'autres acteurs sociaux. En dehors de la bureaucratie, il n'y a que les masses qui puissent être le sujet de la « véritable révolution » dont l'URSS a besoin, selon Gorbatchev. L'intelligentsia technocratique et culturelle qui appuie ce dernier avec de plus en plus d'enthousiasme, ne fait pas le poids devant des millions de fonctionnaires et de contrôleurs qui défendent leur vie pépère et leurs privilèges.

Mais comment mobiliser les masses contre les bureaucrates, tout en faisant contrôler et canaliser leurs mobilisations par les bureaucrates ? Les exemples de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de la Chine et surtout l'exemple le plus terrifiant, celui de la Pologne de Solidarité, confirment les risques d'une telle aventure. Comme l'« Empire libéral » de Napoléon III et celui des derniers tsars, la « dictature libérale » de Gorbatchev est littéralement prise entre deux feux. Les divisions au sein de la bureaucratie élargissent la brèche par laquelle l'action autonome de masse peut tôt ou tard faire irruption.

#### UN DIAGNOSTIC INCOMPLET DE LA CRISE...

Si Gorbatchev parle de la crise du système dans les termes les plus graves, voire alarmistes, il ne peut offrir une explication adéquate de comment l'URSS en est arrivée là. C'est que, comme tous les idéologues et politiciens de la bureaucratie, il est incapable de présenter et d'analyser celle-ci en tant que force sociale. Elle n'est pour lui qu'un phénomène psychologique, qu'une somme de défauts et d'erreurs de comportement, à la rigueur un système d'idées inadéquat. Les racines sociales de ces phénomènes superstructurels sont escamotées.

Ainsi, quand la période stalinienne est condamnée dans son rapport, c'est dans des termes purement idéologiques, si bénins qu'ils paraissent une insulte aux victimes de la terreur : « les circonstances que l'on sait... (au cours desquelles) les appréciations et les jugements d'autorité étaient devenues des vérités indubitables qu'il s'agissait uniquement de commenter ». Les millions de déportés ? Un million de communistes assassinés ? La terreur universelle ? La classe ouvrière atomisée, terrorisée, rendue impuissante à agir ? La proclamation de la toute-puissance des directeurs au sein des entreprises ? La suppression du droit de grève ? L'énorme extension de l'inégalité sociale ? Tout cela disparaît de l'analyse.

Quoi d'étonnant que dans ces conditions, la condamnation de l'ère Brejnev apparaisse comme plus radicale que celle de l'ère stalinienne. Celle-là est dépeinte à grands coups de brosse : stagnation dans tous les domaines ; inertie ; manque

de respect des lois ; corruption élargie ; déclin de la moralité ; blocage des réformes ; progrès économique et social freiné ; non-prise en compte des problèmes sociaux. Décidément, le secrétaire-général n'y va pas de main-morte.

#### ... ET DE SES RACINES

Il est vrai qu'une relance de la déstalinisation explicite, comme cela a été fait au XXe Congrès du PCUS en 1956 ainsi qu'au XXIIe Congrès en 1961 n'est pas exclue. On parle dans la presse du testament de Lénine, surtout de son jugement négatif sur Staline, sans republier pour le moment ce testament *in extenso*, pour ne pas soulever les questions délicates des procès de Moscou, de la composition du BP à l'époque de Lénine, du jugement globalement positif que le testament formule sur les dirigeants bolcheviks tués par Staline, avant tout, Trotsky et Boukharine. Ces dirigeants sont pourtant censés apparaître sur la scène, comme personnages d'une pièce de théâtre de Mikhail Chatrov, *La Paix de Brest*, qui devrait être présentée au théâtre Vachtangov à Moscou à partir de mai 1987. Le grand romancier Antoine Rybakov aurait écrit un roman consacré au meurtre de Kirov, intitulé *Les enfants d'Arbad*, dans lequel la responsabilité de Staline et la terreur stalinienne seraient mises au pilori.

Interrogé par Monty Jonhstone, de la revue eurocommuniste anglaise *Marxism Today* dans son numéro de février 1987, Fjodor Burlatsky, commentateur politique de la *Literatournaya Gazeta* et proche de Gorbatchev lui-même, s'exprime pourtant encore de manière évasive et sibylline au sujet de la réhabilitation des compagnons de Lénine, victimes de Staline : « Nous devons changer le style d'enseignement de l'histoire de notre parti. Elle est maintenant sans personnalités. Il faut faire des recherches sur le rôle de tous les dirigeants politiques, des membres du Politbureau, et expliquer ce qui est arrivé à l'époque de Lénine, à l'époque de Staline et après l'époque de Staline, traitant de chaque personne. C'est notre devoir. Mais je ne peux répondre aujourd'hui au sujet des personnalités que vous mentionnez (les condamnés des procès de Moscou. Remarquons que Monty Johnstone ne mentionne pas Trotsky), car c'est une grosse question, c'est une question difficile. Peut-être aurons-nous une réponse dans un avenir pas trop lointain. » Selon le quotidien du Parti communiste italien *L'Unità*, du 28 janvier 1987, la réhabilitation de Boukharine serait en voie de préparation. Voire...

Toutes ces questions ne sont pas seulement historiques ou symptomatiques. Elles vont au cœur du problème. C'est la raison pour laquelle Khrouchtchev avait débouché sur cette même question.

On ne peut réhabiliter en bloc les victimes des purges stalinienne sans condamner en bloc leurs bourreaux, leurs geôliers et leurs dénonciateurs, c'est-à-dire le gros

de l'appareil bureaucratique (3). De même, on ne peut mettre en cause cet appareil dans son ensemble sans dévoiler les mécanismes de pouvoir politique grâce auxquels ces crimes monstrueux ont pu être commis, et les raisons pour lesquelles la bureaucratie a toléré (ou voulu) qu'elles soient commis. Cela nous ramène à la question des privilèges matériels de la bureaucratie, et notamment des magasins spéciaux, des salles réservées dans les hôpitaux et les centres de vacances, des datchas et des voitures de fonction mis à sa disposition. Le XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS en février 1986 en a quelque peu parlé mais depuis lors le silence est retombé. Gorbatchev ne semble pas les avoir mentionnés dans son rapport au Comité central des 27-28 janvier 1987.

## PRODUCTION ET CONSOMMATION

Là se manifeste le deuxième dilemme auquel Gorbatchev est confronté. Il stigmatise la véritable « corrosion morale » que la société soviétique aurait subie depuis l'ère Brejnev. Il affirme que les valeurs occidentales de la société de consommation se sont affirmées en URSS : « Des groupes se sont étendus, parmi eux beaucoup de jeunes pour lesquels le but de l'existence s'est réduit à la recherche du bien-être matériel, au lucre à n'importe quel prix. La position cynique de ceux-là a pris les formes les plus aiguës, et a empoisonné la conscience de ceux qui les entourent » (compte-rendu du rapport dans *L'Unita* du 28 janvier 1987). A ainsi critiquer la société de consommation, il devrait logiquement dire ce qu'il pense de la version prônée par Nikita Khrouchtchev, et connue sous le nom de « socialisme du goulash ».

Gorbatchev fait donc un vibrant éloge des stimulants moraux et de l'« idéal communiste ». Mais comment ne pas se rendre compte que tout cela sonne faux, aussi longtemps que survivent les énormes privilèges matériels accordés aux sommets de la bureaucratie ? L'austérité pour les masses, les travailleurs, les producteurs, les petits fonctionnaires, les bénéficiaires des allocations sociales ; l'« intéressement matériel » pour les technocrates et les bureaucrates de haut rang : croit-on un seul instant que le peuple ne s'apercevra pas de la supercherie ? On ne peut pas sortir de ce dilemme sans frapper la bureaucratie au cœur (au-dessus duquel se trouve le portefeuille), sans en finir avec la mystification cynique de la lutte « contre l'égalitarisme petit-bourgeois » (il serait infiniment plus correct de parler de l'opposition petite-bourgeoise contre l'égalité) qu'on retrouve encore dans le rapport de Gorbatchev, dans la plus pure tradition stalinienne ?

Ce dilemme en recouvre un troisième. Depuis un an, Gorbatchev est en train de déplacer imperceptiblement l'axe de la réforme économique de la sphère de la consommation vers celle de la production. Au XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS, on avait encore accordé beaucoup de place à l'amélioration du niveau de vie des masses, et notamment à la promesse d'un loge-



ment moderne et confortable pour tous d'ici l'an 2000. Mais en filigrane se dessine de plus en plus une nouvelle pression productiviste. C'est elle qui rend méfiants les travailleurs. Burlatsky l'admet à demi-mots dans l'interview accordée à *Marxism Today*, mentionnée plus haut.

Pour que la réforme économique soit acceptée par les masses, pour que les travailleurs s'en affirment partie prenante, qu'ils en constituent l'aile marchante, il ne suffit pas d'en appeler à l'« idéal », surtout dans une société aussi saturée de scepticisme, d'hypocrisie, si ce n'est de cynisme qu'est la société soviétique d'aujourd'hui. Il faut que les travailleurs aient des garanties qu'un effort supplémentaire ne se retourne pas contre eux, ne remette surtout pas en question le plein-emploi, n'aggrave pas l'inégalité. Mais comment assurer ces garanties en accroissant en même temps les droits et pouvoirs des directeurs et des technocrates au sein des entreprises, et en jouant à fond des stimulants matériels, ce qui reste le sens fondamental de la réforme économique ?

On voit l'ampleur du dilemme de Gorbatchev en comparant sa situation à celle de Deng Xiaoping en Chine. Le vieux renard chinois disposait d'un atout majeur. Ses réformes économiques pouvaient fortement accroître les revenus d'une fraction de la paysannerie, fût-ce au prix d'une inégalité croissante au sein de celle-ci. Or, la paysannerie représente la grande majorité de la population chinoise. Mais la grande majorité de la population de l'URSS n'est composée ni de paysans, ni de bureaucrates. Elle est constituée par de simples salariés. Or, ceux-ci, Gorbat-

chev n'a pas grand-chose à leur offrir sur le plan matériel. L'amélioration de l'approvisionnement, même en vivres, par l'extension du secteur coopératif, a pour contrepartie une hausse vertigineuse des prix. Dans les « magasins coopératifs » ouverts à Moscou, on trouve de la charcuterie de qualité sans devoir faire la queue. Mais elle coûte cinq fois le prix appliqué dans les magasins d'Etat. Dix roubles le kilo de saucisson pour un ouvrier même qualifié qui gagne 300 roubles par mois, c'est inabordable (l'équivalent en France, vu le niveau des salaires, serait aux environs de 250 à 300 FF le kilo !).

La seule échappatoire de Gorbatchev, dans ces conditions, c'est d'offrir quelque chose sur le plan institutionnel, mais les contours et le contenu de l'offre sont beaucoup trop vagues pour surmonter le scepticisme.

Un débat intéressant se déroule actuellement en URSS au sujet de l'auto-gestion des entreprises. Malgré tout le bruit fait autour de la « transparence », on n'en a qu'un écho indirect, notamment par l'article de Lev Tolkounov, membre du CC du PCUS et président du Soviet de l'Union (une des deux chambres du Soviet suprême) de l'URSS, paru dans le

3. Il est vrai qu'à la différence de l'époque de Khrouchtchev, ceux qui avaient été les instruments directs et les complices actifs des crimes de Staline, d'Ejov, de Beria et d'autres sont aujourd'hui de moins en moins en place et en vie. Cela réduit quelque peu les réticences et les résistances personnellement intéressées à ce que toute la lumière soit faite sur cette sombre époque.

numéro d'octobre 1986 de la *Nouvelle Revue Internationale*.

Les contradictions de la position « officielle » défendue par Tolkounov sont si manifestes qu'elles font peine à voir. « Notre parti (...) a résolument rejeté les conceptions du 'communisme de caserne' qui nie les formes démocratiques d'autogestion des travailleurs pour donner la primauté aux méthodes militaro-bureaucratiques. Dans le même temps, le parti s'est prononcé et se prononce toujours avec conséquence et résolument contre les théories petites-bourgeoises anarcho-syndicalistes de l'autogestion ouvrière'. Ces dernières sont inacceptables pour nous, parce qu'elles opposent l'Etat socialiste à l'autogestion des collectifs de travailleurs. En réalité, comme le montre l'expérience, l'Etat socialiste agit en commun avec les organisations socialistes et les collectifs de travailleurs, en tant qu'instrument d'autogestion du peuple » (p. 57).

C'est la méfiance à l'égard des travailleurs qui caractérise l'équipe Gorbatchev. C'est la méfiance à l'égard de l'équipe Gorbatchev qui caractérise l'attitude des travailleurs. Des deux côtés, cela ne reflète point un manque de lucidité. Cette méfiance réciproque circonscrit bien les dilemmes de Gorbatchev. On ne la surmontera pas avec de la propagande. Jusqu'ici, Gorbatchev s'est avéré un grand expert en relations publiques, il est resté fort peu expert en dialogue avec la classe ouvrière.

## NAISSANCE D'UNE CONSCIENCE SOCIALE

Au cours des dernières années, une véritable opinion publique s'était progressivement constituée en URSS. Mais il s'agissait d'une opinion publique enfermée dans des « micro-milieus » sociaux, c'est-à-dire éclatée, fragmentée, et reflétant du même fait une conscience éclatée et fragmentaire.

Le fait nouveau auquel on assiste actuellement, et auquel l'offensive de Gorbatchev au sujet du *glasnost* n'est évidemment pas étrangère, c'est la naissance d'une conscience sociale embrassant des problèmes sociaux sur un plan beaucoup plus étendu. L'écrivain Evgueni Evtouchenko a résumé cette situation en ce qui concerne la jeunesse avec la formule lapidaire suivante : « *Ceux et celles qui passent actuellement leur bac s'intéressent davantage aux sciences de l'esprit (humaines et sociales) qu'aux sciences naturelles ou qu'aux affaires techniques* » (*Der Spiegel*, 2 février 1987).

Deux exemples illustrent à la fois la portée et les limites de cette nouvelle conscience sociale.

Premier exemple, la catastrophe de Tchernobyl a déclenché un véritable débat qui, malgré toutes les références au *glasnost* reste encore largement ignoré du grand public. Voici comment Burlatsky, dans l'interview accordée à *Marxism Today*, traite cette question : « *Mais au niveau informel, il y a des points de vue*

*différents, surtout parmi les savants et les écrivains, et il y a des opinions qui sont assez similaires de celles des Verts dans les pays occidentaux. Certains écrivains estiment que nous ne devrions pas construire des centrales nucléaires près des villes ou des rivières, mais peut-être seulement en Sibérie ou dans d'autres endroits où cela ne serait pas dangereux. On peut le voir mentionné dans certains discours ou articles par des écrivains. Mais, je le répète, Tchernobyl est une question très douloureuse. Voilà pourquoi, il n'y a pas une discussion aussi large et ouverte à ce propos.* »

Par ailleurs, la conscience féministe a avancé par bonds au cours des derniers mois. La sous-représentation des femmes dans les organes de direction du parti et de l'Etat fait aujourd'hui figure de véritable scandale. L'équipe Gorbatchev a réagi. Des discussions ont lieu au sujet de l'institutionnalisation de « conseils de femmes ».

Bien que cette idée puisse apparaître comme un moyen de contourner la représentation directe des femmes dans les organes de pouvoir proprement dits, elle permet en même temps un débat sur les revendications sociales particulières des femmes : non seulement offensive contre la discrimination en matière de salaires, mais aussi et surtout, sur les revendications concernant une extension radicale des services sociaux collectifs, sur l'amélioration du système de distribution et de transports en commun pour réduire les pertes de temps, sur le réexamen du problème de l'attitude officielle à l'égard de la famille nucléaire dont la décomposition est manifeste. Ce dernier problème est enfin discuté plus franchement dans la presse, au lieu d'être escamoté hypocritement derrière celui de la « montée des divorces », comme ce fut le cas pendant des décennies (4).

Il faut souligner que cette réapparition d'une conscience sociale plus ample en URSS n'est pas encore accompagnée d'une véritable politisation de couches sociales plus larges, même au sein de l'intelligentsia. La raison en est double. D'abord, les dirigeants eux-mêmes la découragent. Quant Monty Johnstone pose la question à Burlatsky s'il envisage la possibilité que des groupes de citoyens qui adoptent des positions similaires à celles des Verts reçoivent la permission de s'organiser et d'exprimer leurs points de vue dans le cadre d'une société devenue davantage pluraliste, il reçoit une réponse très sèche : « *Cela n'est pas la coutume dans notre société* ».

Ensuite, les masses elles-mêmes hésitent à s'engager dans cette voie : un événement récent l'atteste. La sensation du moment à Moscou — plus que le Plénum du Comité central — c'est la représentation du film « *Le Repentir* » de Tengouiz Abouladze qui est une critique violente de la terreur stalinienne, mais sous forme allégorique, sans que le dictateur défunt ne soit nommé (ce n'est évidemment pas fortuit ; ni que le dictateur paraisse sous des traits qui rappellent ceux de Beria plutôt que ceux de Staline). A la sortie du

cinéma, des groupes se forment qui discutent avec entrain sinon avec passion le message du film et le bilan de l'époque stalinienne. Ces discussions paraissent tout à fait spontanées et libres. Mais, du moins jusqu'ici, elles se limitent au passé. Elles ne touchent point les questions d'actualité, ni celles des structures politiques actuellement en place, ni celles des réformes de Gorbatchev.

L'hebdomadaire britannique *The Observer* signale de même dans son édition du 8 février 1987, que lors d'un concert de musique pop dans un faubourg de Moscou, un jeune chanteur a fait allusion dans sa chanson à l'absurdité de la guerre d'Afghanistan et aux pertes humaines occasionnées (on trouve une allusion similaire dans un film récent de Yuris Podnieks). L'auditoire jeune lui a fait une ovation, mais sans discussion politique aucune ; seule la mort de jeunes Soviétiques est regrettée.

La discussion politique, la critique politique, la prise de conscience politique, ne peuvent résulter pour des masses plus larges que d'une pratique et d'un apprentissage politiques spontanés, à la base. Marx s'est moqué de ceux qui, sous l'absolutisme éclairé du royaume de Prusse, croyaient pouvoir enseigner à nager sans permettre que l'élève ne descende dans l'eau. Il ridiculisa ces « maîtres à sauter » qui cherchaient à préparer le dépassement d'un précipice à l'aide d'un mètre à ruban.

Le paternalisme éclairé de Gorbatchev se heurte à un obstacle semblable. De même que la science ne peut progresser sans discussion libre, l'apprentissage politique des masses a besoin d'activité libre pour s'épanouir. Cette liberté politique n'est pas prévue par les réformes de Gorbatchev.

## DES TESTS IMPORTANTS

C'est dire que toute une série de tests sont attendus par les masses — avant tout les travailleurs et les jeunes — pour juger de la portée réelle de ces réformes. Ils peuvent être résumés dans les points qui suivent à titre d'exemple (on pourrait facilement ajouter plusieurs points supplémentaires) :

— suppression de la censure. Droit pour tout groupe déterminé de citoyens de publier librement des livres, brochures, revues, organes de presse périodiques, tracts etc. ;

4. Selon le quotidien français *Libération* du 4 février 1987, le rapport de Valentina Terechkova à la conférence de l'Union des femmes soviétiques du 30 janvier 1987 à Moscou a été véritablement explosif. Selon ce rapport, la majeure partie des femmes soviétiques doivent toujours travailler à des tâches manuelles pénibles et non qualifiées. Elles perdent des heures tous les jours à faire la queue pour des produits de mauvaise qualité et à effectuer des travaux ménagers qui constituent à eux seuls une deuxième journée de travail. Le rapport stigmatise le manque de place dans les garderies et les crèches, l'absence de précautions sanitaires responsables de l'augmentation de maladies contagieuses touchant les enfants, l'accroissement de la mortalité infantile qui se situe au niveau double de celui des pays capitalistes les plus avancés.

— suppression des articles du code pénal qui limitent la liberté d'expression, notamment celui qui interdit « l'agitation anti-soviétique » et « la calomnie du pouvoir soviétique », articles qui concernent clairement ni l'espionnage ni des activités criminelles (terrorisme etc.) mais institutionnalisent le délit d'opinion et empêchent ou entravent l'exercice des droits démocratiques par les masses (5) ;

— libération de tous les prisonniers politiques, c'est-à-dire de tous ceux qui se trouvent en prison et dans les camps pour délits d'opinion ;

— instauration de l'*habeas corpus*. Toute personne arrêtée doit être confrontée avec une accusation précise et écrite 24 heures après son arrestation, a le droit à un avocat librement choisi pour assurer sa défense, avocat qui doit avoir accès au dossier de l'inculpation ;

— contre l'arbitraire de la police, droit de recours devant les soviets locaux de toute personne arrêtée. Droit des soviets locaux d'interroger de manière autonome, hors présence de la police, toute personne arrêtée qui exerce une telle requête. Droit d'enquête des soviets sur les opérations de police ;

— droit de tout groupe de citoyens, au-delà d'un nombre minimum, non seulement de proposer des candidats pour les élections aux soviets (y compris au Soviet suprême) dans les assemblées de sélection des candidats mais aussi aux élections elles-mêmes, si un minimum déterminé de voix a été obtenu dans les assemblées de sélection par ces candidats ;

— droit de ces candidats de défendre et de faire publier des plate-formes, de les

faire distribuer à tous les électeurs, même si elles sont différentes de celles du PCUS, sans restriction politique aucune ;

— élection libre des délégués syndicaux, des membres des « conseils des travailleurs » et des « conseils de femmes » dans les entreprises, avec le droit de proposer plusieurs candidats, sans restriction d'aucune sorte. Pendant une période transitoire, pour des raisons indiquées par Gorbatchev lui-même, la liberté de ces élections est assurée par le scrutin secret ;

— droit pour les délégués syndicaux librement élus de se consulter et de s'organiser « verticalement » dans la même branche d'industrie, et surtout « horizontalement », au niveau des quartiers pour les métropoles, des villes, des districts, des régions et des républiques. Suppression du principe du « centralisme démocratique » au sein des syndicats, des groupes d'entreprises, des « conseils de travailleurs » et de toutes les organisations de masse. Ce principe, même sous sa forme léniniste originelle (c'est-à-dire réellement démocratique), n'a de sens qu'entre personnes librement associées par conviction commune, non au sein d'organismes de classe ou d'Etat. A ce niveau là, pour assurer l'exercice du pouvoir réel par les masses, c'est le principe de la délégation fondée sur mandat, avec révocabilité des élus au gré des élections, notamment en fonction de l'exécution du mandat, qui doit être la règle ;

— rétablissement et garantie du droit de grève et de toute action revendicative des travailleurs ;

— contrôle ouvrier généralisé sur toutes les activités économiques, à tous les

échelons du plan et de la gestion : stocks et flux (envois, transports, arrivées) des matières premières ; utilisation et demandes d'équipement ; calcul des coûts des productions courantes ; établissement des normes de production et de salaires ; objectifs du plan dans l'entreprise et dans d'autres entreprises ; priorités globales des plans ; contrôle de l'emploi ; droit de veto sur les licenciements ou autres formes de réduction d'emploi etc. C'est là une mesure-clé pour accroître la participation réelle et pas seulement formelle, fictive des travailleurs à la gestion. C'est un pas décisif vers la démocratie économique dont les gorbatcheviens parlent tant, et qui est supposée être la version actualisée de la « démocratie des producteurs », dont on parlait au lendemain de la révolution d'octobre ;

— suppression des magasins spéciaux et des sections réservées dans les hôpitaux, centres de vacances, restaurants, etc. Contrôle ouvrier (et des comités de citoyens et de citoyennes) sur l'application de ces mesures ;

— introduction du principe qu'aucun fonctionnaire d'Etat, y compris aux niveaux les plus élevés, ne doit avoir un revenu (y compris les avantages en nature) supérieur à celui d'un ouvrier qualifié.

Vu l'étroite imbrication entre l'Etat et le PCUS en URSS, l'extension d'une série de revendications concernant le *glasnost* aux structures du PCUS reflète non des illusions sur la nature de ce parti mais des exigences démocratiques élémentaires. Puisque pour le moment les seuls débats politiques réels se déroulent au sein du Comité central du PCUS, il est normal que les citoyens critiques exigent que ces débats soient publiés. Puisque Gorbatchev propose que les membres des comités du PCUS soient élus à bulletin secret, il est normal que les citoyens réclament que ces élections ne soient pas de simples simulacres, mais puissent opposer des candidats se différenciant par des véritables plate-formes contradictoires. Cela n'enlève évidemment rien à l'importance de la revendication du multipartisme, c'est-à-dire du droit des ouvriers et des paysans soviétiques de constituer librement les partis politiques de leur choix.

La défense de telles revendications en URSS est-elle excessive et prématurée ? Renforce-t-elle la position des conservateurs opposés aux réformes de Gorbatchev ? C'est un argument des plus éculés. Déjà à la veille de la révolution de 1848, les libéraux accusaient les communistes de l'époque de faire le jeu de la réaction conservatrice avec leurs revendications excessives. Le vrai problème est ailleurs. Il



Léonid Brejnev (centre) en 1945 (DR)

5. Burlatsky et d'autres gorbatcheviens utilisent la formule : liberté de discussion, mais pas de liberté pour les idées anti-socialistes. Deng Xiaoping et Peng Zhen utilisent des formules analogues en Chine. Mais comment expliquer dès lors qu'on tolère en URSS de nombreux écrits nationalistes chauvins grand-russes et ouvertement anti-sémites, comme ceux de Tseran Solodar, alors qu'on interdit les écrits de communistes, de socialistes et d'anarchistes farouchement anti-capitalistes ?

réside dans la nature de classe de l'activité politique, dans les intérêts sociaux différenciés qu'il s'agit d'exprimer et d'articuler.

## PAS DE DÉMOCRATIE SOCIALISTE SANS MOBILISATION DES MASSES

Croire qu'on puisse opérer des changements réellement révolutionnaires dans l'Union soviétique telle qu'elle est aujourd'hui sans que bouge la classe ouvrière est illusoire. Croire qu'on puisse faire bouger la classe ouvrière sans en appeler à ses intérêts, c'est tomber dans l'utopie idéaliste et volontariste la plus stérile. Les grands axes de « l'intéressement », tant matériel que moral des travailleurs dans les sociétés postcapitalistes passent par des voies bien connues depuis plus de 30 ans : solidarité, justice, égalité, pouvoirs de décision réels.

A ceux qui rétorquent qu'on ne peut aller trop vite sans accroître les obstacles, répondons que jusqu'ici ça a bougé trop lentement. Selon le *Sunday Times* du 14 février 1986, un rapport rédigé par des dizaines d'académiciens soulignait la gravité de la crise (« une pagaille effroyable ») et réclamait l'accélération des réformes. Aux gorbatcheviens qui disent que le peuple ne s'adapte que lentement, à l'apprentissage de la démocratie, signalons que leur paternalisme les enferme dans une impasse. Rien de tel que leurs propres slogans pour révéler la profondeur de leur contradiction qui touche au ridicule : « N'ayez pas peur d'avancer hardiment, de façon décidée ». Dans le monde réel, les audacieux se caractérisent par le fait que par définition ils n'ont pas peur, que personne ne peut les effrayer. Ce courage, les masses l'acquerront par leur propre pratique et leurs propres initiatives, comme pendant la révolution de 1917, non sur commandement ou d'après des règles rigoureusement établies et limitées par en haut.

Parlant le 19 juin 1986 devant un groupe d'écrivains, Gorbatchev aurait affirmé : « *L'ennemi* (mieux vaudrait dire la bourgeoisie internationale) ne craint pas les fusées nucléaires soviétiques. Mais il craint l'extension de la démocratie en URSS », (*New York Times*, 22 décembre 1986). Une Union soviétique où règnerait une véritable démocratie socialiste serait une force d'attraction pour les masses du monde entier et modifierait d'un seul coup toute la situation mondiale. A condition qu'il s'agisse d'une démocratie socialiste réelle, qui donne aux travailleurs non seulement plus de droits et de pouvoirs économiques, mais encore plus de droits et de pouvoirs politiques que dans les pays capitalistes les plus avancés. Une telle démocratie ne sera pas le produit des initiatives de Gorbatchev, elle viendra de l'action des masses. Mais les réformes de Gorbatchev ouvrent une brèche par laquelle cette action pourrait s'infiltrer quand les espoirs soulevés auront été déçus. ■

Ernest MANDEL,  
10 février 1987

## Interview de Youri Orlov

**D**epuis de nombreuses années, le physicien Youri Orlov se bat pour les droits démocratiques en URSS. En 1973, il fonde la section moscovite d'Amnesty International et en mai 1976 il participe à la création du groupe de Moscou de surveillance des Accords d'Helsinki. En février 1977 il est arrêté et inculpé de « propagande anti-soviétique ». Jugé en mai 1978, il est condamné à 7 ans de camp de travail et à 5 ans d'exil intérieur, qu'il commence à passer dans le nord de la Sibérie. Il sera libéré et autorisé à émigrer le 6 octobre 1986 dans le cadre des négociations pour la libération du journaliste américain Nicholas Danilov, accusé d'espionnage. Il s'installe à New York, où il a accordé cette interview au journal de langue russe publié à Paris « *Russkaya Mysl* ». ■

### DOCUMENT

— « *RUSSKAYA MYSL* » : Que pensez-vous du mouvement des droits de l'Homme, de son passé et de son avenir ?

— Youri ORLOV : Il me semble que la répression a considérablement affaibli ce mouvement sous sa forme ancienne. Quelle était cette ancienne forme ? C'était celle d'un mouvement sans moyens propres de diffusion d'idées et d'informations, qui ne disposait pas de matériel d'impression, par exemple. Et l'idée de pouvoir influencer des citoyens soviétiques à travers les média de masse occidentales, par l'utilisation des moyens d'information occidentaux aux seuls buts de propagande à l'intérieur du pays, cette méthode est, je crois, entièrement exclue pour l'avenir.

Voilà un aspect du problème. D'un autre côté, je pense que cette étape étant plus ou moins terminée, la prochaine étape sera celle d'interventions auprès des travailleurs, des gens ordinaires. Les méthodes seront différentes, et peut-être, dans le contexte de l'Union soviétique, illégales.

Quand j'étais en camp, j'ai rencontré des gens qui avaient organisé un « parti communiste d'un type nouveau ». Ceci pourrait être encore plus compréhensible pour les travailleurs. Je suis certain qu'aucun parti de type bourgeois sera populaire maintenant parmi les travailleurs soviétiques.

Si vous vous en souvenez, dans l'histoire de la Russie, il y avait le « mouvement vers le peuple » (1). C'était un mouvement illégal. Des gens se faisaient arrêter et d'autres ont pris leur place. Le peuple ne comprenait pas au début, les dénonçant à la police. Je suis convaincu qu'un phénomène identique se produira en Union soviétique. Et quelque chose en sortira. Au départ, des citoyens soviétiques les dénonceront au KGB, et plus tard ils commenceront à réfléchir.

Je suis bien conscient des attitudes des Soviétiques ordinaires. Quand j'étais en exil pénal, je discutais avec beaucoup d'entre eux. Je me souviens que je visitais souvent un centre régional. Il y avait un groupe de travailleurs qui me demandaient de parler de tel ou tel sujet. Ils étaient prêts à écouter ceux qui criti-

quaient la gestion et la politique économiques des autorités. Les Soviétiques en général comprennent cela. Ce qu'ils ne comprennent pas, n'acceptent pas et condamnent, c'est la dépendance par rapport aux médias occidentales. Tous condamnent cela.

Au cours des dernières années, je n'ai pas rencontré une seule personne « ordinaire » qui pensait que nous devions exposer nos problèmes devant les étrangers. Cette mentalité est la conséquence de décennies de conditionnement par le système soviétique dans son ensemble. Alors, quiconque veut faire progresser ses idées à l'intérieur du pays, parmi des gens ordinaires, ne doit pas s'appuyer sur l'Occident. Et s'ils le font, ils doivent expliquer longuement et soigneusement, pourquoi c'était inévitable et pourquoi il n'y avait pas d'autre alternative, sans omettre de dire que nous ne faisons confiance ni aux gouvernements occidentaux, ni à leurs stations de radio. Nous nous en servons, mais sans leur faire confiance.

Nous pourrions accepter un soutien de l'Internationale socialiste, si cette dernière s'occupait de la situation en Russie, ou des syndicats. Cela est facile à comprendre. Pour le reste, c'est beaucoup plus dur. Les gens écoutent respectueusement les critiques parce qu'ils voient qu'il y a beaucoup d'insuffisances. Et ils sont prêts à discuter et même prêts à accepter l'idée d'un nouveau parti. Je veux dire que les travailleurs y sont prêts. La population paysanne est beaucoup moins éclairée. Les intellectuels, eux, sont fonda-

1. Orlov fait référence ici aux années 1870. A cette époque le courant populiste ou *narodnik* voyait dans la paysannerie la force révolutionnaire de la société russe et essayait de fusionner ses propres conceptions de liberté politique avec le désir des paysans de posséder la terre. Dans un premier temps ce courant a créé le mouvement *Zemlya i Volya* (Terre et Liberté) et des milliers de jeunes intellectuels sont « allés vers le peuple » pour faire un travail d'éducation et de propagande dans la paysannerie. Face à l'échec de cette stratégie, le mouvement s'est décomposé, donnant naissance d'un côté au mouvement terroriste *Narodnaya Volya* et de l'autre au groupe populiste radical *Chornyj Peredel*, d'où est issu le premier groupe marxiste russe dirigé par Georges Plekhanov.

mentalement comme les travailleurs.

Cependant, Moscou et le centre en général, diffèrent nettement de tout le reste du pays, y compris sous cet angle-là. A Moscou, on est d'une certaine manière habitué aux étrangers. Une partie de la population moscovite, même une partie considérable, les fréquente volontiers.

Ailleurs dans l'Union soviétique, la situation est tout à fait différente. Je suis parvenu à comprendre que le seul problème par rapport aux dissidents est basé sur leur attitude envers l'Occident. Le peuple peut comprendre une critique fondamentale quelconque, bien qu'ils ne l'acceptent pas forcément.

— Croyez-vous qu'une démocratisation soit possible ? Et quel type de système en sortirait ?

— Je considère que le capitalisme est maintenant impossible en URSS, en particulier parce qu'un tel retour de la part de ce peuple — de ce peuple-ci, pas de n'importe quel autre — signifierait la destruction nationale. Si subitement, Dieu « envoyait » le capitalisme, ce serait la destruction nationale. Je considère que la chose la plus convenable pour ce pays serait le socialisme démocratique, avec toutes les libertés possibles.

J'aimerais qu'il y ait une opposition légale, de n'importe quel type, sauf fasciste. Pour ce pays, l'existence d'une opposition serait utile. Je parle d'une opposition de type social démocratique, qui serait soutenue par les masses. Ce serait là le type d'opposition le plus compréhensible pour les travailleurs. Ou même, un parti de type communiste, disons comme le Parti communiste italien. Cela aussi serait accueilli avec compréhension.

Dans un premier temps en Russie, probablement, il ne faudrait pas un grand nombre de partis. Notre peuple est à un niveau de développement où il n'aime pas trop la variété. Il faudrait quelque chose d'intermédiaire. Tels sont nos caractéristiques nationales aujourd'hui. Mais les directeurs de l'industrie et de l'économie ont besoin d'une marge de manœuvre, sur, entre autres, les questions économiques. Je ne parle pas de la propriété privée. Il s'agirait plutôt d'un bail. Ils n'en seraient que les gérants. Mais la liberté leur est indispensable. Ils devraient être nommés et surveillés, non pas par le parti mais par une sorte de structure démocratique, un conseil de directeurs ou quelque chose d'approchant. En ce qui concerne un secteur privé, je pense qu'il ne doit être introduit que dans l'agriculture. Il doit y avoir aussi une protection pour les travailleurs — des syndicats — avec tout ce que cela implique.

Pour la Russie, je ne crois pas que le système yougoslave convient, ni, disons le système polonais.

— Pourquoi pas ?

— J'étais intéressé par le système yougoslave il y a longtemps. Leur modèle relève d'un contrat passé avec des spécialistes-administrateurs pour une période



fixe, durant laquelle les spécialistes sont embauchés sur une base concurrentielle. Les Polonais, d'après ce que j'ai entendu dire, ne veulent même pas embaucher des directeurs, ni conclure de contrats avec eux. Ils veulent choisir leurs directeurs parmi le personnel. C'est déjà proche de l'anarcho-syndicalisme. Le modèle polonais est celui de l'unité nationale.

Dans le système russe, cela ne marchera pas. Une seule chose est possible, à savoir que certains dirigent, et que les autres se protègent. C'est mon point de vue. Dans la mesure où je sens la réalité de la société russe, et je pense que je la sens assez bien — j'ai travaillé dans des usines, été à l'armée, j'ai vécu à la campagne et vu pas mal de choses — je pense qu'un tel système serait plus compréhensible.

S'il y a une opposition légale, des syndicats etc., alors la liberté de la presse en découle automatiquement. Il faut aussi autoriser une presse basée sur des principes coopératifs et non sur la propriété privée. En Russie, il ne devrait pas y avoir de retour à la propriété privée, sauf peut-être à une petite échelle.

Il faut des élections libres, bien sûr, avec des candidats présentés aussi bien par l'opposition que par le Parti communiste. Je pense même qu'aux premières élections, ce serait lui le gagnant et non l'opposition. Aux premières élections, je présume. Cela ne sert à rien de discuter des autres détails, parce qu'une fois qu'il y aura la liberté de discussion, le peuple lui-même les élaborera et le fera mieux.

— Par quel moyen peut-on effectuer ces changements ?

— Nous sommes conscients combien il serait difficile pour le parti communiste d'accepter cela. Mais si on regarde l'histoire de différents pays, on voit que de telles situations se sont produites graduellement. Des rois abandonnent volontiers leurs pouvoirs, la bourgeoisie abandonne le pouvoir. Donc, on ne peut pas dire catégoriquement qu'une telle chose est impossible. En Egypte, sous Nasser, il y avait un système de parti unique. Sadate l'a changé. Il aurait semblé qu'un système de parti unique lui aurait été plus avantageux. Mais non. Il a introduit d'abord deux nouveaux partis et ensuite quatre. Parce qu'au plus haut niveau, il y a des gens qui pensent aux intérêts de l'Etat.

Je suis certain que Gorbatchev pense

aux intérêts du pays, qu'il réfléchit. Lui-même peut-être ne fera avancer le pays que d'un petit pas. Mais d'autres se mettront en avant. Ils réfléchiront aussi. Bien sûr, ils sont liés par beaucoup de dogmes et par la structure qui les contrôlent. Mais s'ils sont patriotes, ils lutteront pour des réformes et je suis certain que de telles réformes conduiront à un développement technologique de la Russie beaucoup plus rapide.

Aujourd'hui, nous sommes une puissance militaire forte, et c'est tout. Pour le reste, nous sommes un Etat de deuxième ou de troisième rang. Et nous ne vivons que par la vieille culture russe avec laquelle la culture actuelle ne soutient pas la comparaison. Dans les sciences, bien sûr, nous ne sommes pas les premiers. Mais si nous étions libres, nous dépasserions les Etats-Unis.

Je ne pense pas que ceux qui se trouvent à la tête de l'Etat sont nécessairement dans leur for intérieur, des ennemis de l'Etat. Peut-être sont-ils aussi des patriotes. Mais ils sont liés par des dogmes.

Si nous sommes en conflit avec Gorbatchev, c'est surtout sur les rythmes et sur les objectifs finals. Mais à court terme nous ne sommes même pas en conflit avec lui. Je pense qu'il va dans le bon sens maintenant. Depuis un an ou deux, une certaine liberté de la presse commence à exister. C'est très peu en comparaison avec mon idéal, mais néanmoins c'est dans ce sens-là que les choses évoluent et non dans l'autre sens.

Il y a aussi une certaine libéralisation dans la gestion de l'industrie. Il n'existe pas encore de liberté dans la planification mais il y en a déjà plus en ce qui concerne le financement. J'approuve cela aussi. Des mesures telles que la lutte contre la corruption et l'alcoolisme sont bonnes, parce que les gens réfléchiront plus au lieu d'imbiber leur cerveau d'alcool.

Mais Gorbatchev est très lié au KGB. Et ce dernier est résolument opposé à l'idée d'être privé du pouvoir d'exercer le contrôle sur la pensée. Donc, tant que Gorbatchev reste lié au KGB, il ne peut pas évoluer dans le sens qu'il faut. L'URSS se développera et dépassera les Etats-Unis seulement quand il existera la liberté de la pensée. ■

Propos recueillis par  
Russkaya Mysl,  
Paris, 31 octobre 1986

## Une victoire fragile pour Aquino

**L**E référendum constitutionnel du 2 février 1987 représente un succès politique indéniable pour la présidente des Philippines. Avec un taux de participation d'environ 80 %, 76 % de « oui », Corazon Aquino a largement dépassé le seuil de crédibilité des 65 %. Le gouvernement va s'appuyer sur cette nouvelle légitimité électorale pour poursuivre son entreprise de stabilisation et accentuer la pression contre le mouvement révolutionnaire dans l'archipel.

Ce succès, pour éclatant qu'il soit, n'en est pas moins rela-

Paul PETITJEAN

Le scrutin du 2 février s'est déroulé dans un calme inhabituel lors des grandes consultations électorales tenues dans l'archipel. Pourtant, la veille encore, les rumeurs les plus alarmistes couraient à Manille. Des événements particulièrement graves se sont en effet produits durant les quinze jours qui ont précédé le vote.

Le 22 janvier 1987, le Mouvement paysan des Philippines (KMP) a organisé une grande manifestation paysanne pour réclamer la mise en œuvre d'une réforme agraire véritable (1). Sur le pont Mendiola, qui mène au palais présidentiel, l'armée a tiré, tuant une vingtaine de personnes et en blessant des dizaines d'autres. Des marines avaient été placés derrière les cordons de police. Les moyens habituels de contrôle des manifestations (lacrymogènes, etc.) ont été délaissés au profit des moyens de guerre. La provocation était évidente, rappelant l'enlèvement et le meurtre du dirigeant syndical Rolando Olalia, en novembre dernier.

Le massacre de Mendiola a soulevé une émotion intense. Le cardinal Sin, archevêque de Manille, a affirmé que le fait que le gouvernement n'ait pas réussi à mettre en œuvre un programme de réforme agraire était « dans une large mesure » responsable de la tuerie. Dans une lettre pastorale, Sin a déclaré : « Nous demandons à notre gouvernement, à la suite de cette tragédie, de diriger son attention sur la question de la réforme agraire ainsi que les préoccupations liées à une telle réforme ». (2). Le 26 janvier, 30 000 manifestants ont défilé, à l'appel du KMP et d'autres organisations de gauche, devant le palais présidentiel en signe de protestation.

Mais le 27 janvier, la capitale a été le théâtre d'une nouvelle tentative de coup d'Etat, plus sérieuse que les précédentes. Les rebelles se sont attaqués à des camps militaires et à la base aérienne de Villamor (proche du centre-ville). A Hawaii, les Marcos ont tenté d'affréter un avion pour les Philippines. Eventé, le complot a avor-

té. Mais les mutins ont quand même occupé trois jours durant la station de télévision de droite GMA-7, recevant le soutien actif de civils mobilisés pour la circonstance.

Plus tard, 200 soldats, regroupés dans une propriété du gendre de l'ancien dictateur, à Montalban au nord de Manille, se sont retirés dans les hauteurs de la Sierra Madre, mollement poursuivis par des troupes gouvernementales.

Enfin, le 31 janvier, nouvelle provocation sanglante, l'armée a tiré sur des manifestants, à Bataan où se trouve la principale « zone franche » du pays, tuant trois grévistes du Mouvement du premier mai (KMU) (3) et faisant une trentaine de blessés.

### L'OMBRE DES MILITAIRES

Jusqu'à la veille du scrutin diverses fractions des forces armées ont maintenu un climat de grande tension. C'est dans ce contexte que l'on doit analyser les résultats du référendum. Le journaliste Patrick Sabatier notait, peu avant le vote, que « la succession des drames de ces dernières semaines (...) ont probablement joué en faveur du « oui ». De nombreux indécis voteront pour Cory par crainte du désordre ». (4). La victoire des « oui », vote de confiance à la présidente, reste avant tout un vote contre la droite militaire, l'affirmation d'une volonté démocratique.

Forte de ce plébiscite, Corazon Aquino a promis de mettre au pas les éléments

rebelle, temporaire et fragile. L'enthousiasme populaire qui a succédé à la chute de la dictature de Marcos, il y a un an, est retombé. Le régime vient de tirer l'une des dernières cartouches qui restait à sa disposition pour répondre au mouvement de désenchantement qui s'est amorcé voilà quelques mois. Les prochaines échéances, comme celle des élections législatives du printemps, risquent de mettre à nouveau en lumière ses faiblesses et ses contradictions internes.

Le général Ramos a annoncé que 400 soldats et officiers accusés d'avoir participé au coup d'Etat du 27 janvier seraient traduits en cour martiale. Il est cependant fort improbable que l'armée accepte de rentrer dans ses baraquements.

Le « non » l'a emporté dans le Nord Ilocano, la région de Ferdinand Marcos et Juan Ponce Enrile, et... dans de nombreuses casernes. L'armée a voté contre une constitution qui prétend lui interdire toute ingérence dans la vie politique et qui place les forces de police sous autorité civile (la principale force de police du pays, la Philippine Constabulary, était, comme la gendarmerie en France, un corps militaire).

Le prétexte aux divers coups de force perpétrés par les « néo-fascistes », comme les appellent les Philippines, est l'anticommunisme. C'est par « nationalisme et anticommunisme que nous agissons », déclarait lors de l'occupation de la station de télévision GMA-7 le colonel de l'armée de l'air Oscar Canlas. « Depuis onze mois, nous avons vu ce gouvernement pourrir sous l'influence des communistes. Nous devons agir maintenant. Après il sera trop tard ». Il existe des divergences réelles sur la politique à suivre vis-à-vis de l'insurrection populaire. Mais, derrière ces propos

1. Le Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (Mouvement paysan des Philippines) revendique aujourd'hui 750 000 membres. Le KMP participe à la coalition d'organisations de masse militantes connue sous l'acronyme de Bayan. Le « programme pour une véritable réforme agraire » du KMP a été, notamment, publié dans *National Midweek* (Quezon City) du 26 novembre et du 3 décembre 1986.

2. Cité par Keith Richburg, *International Herald Tribune*, 26 janvier 1987.

3. Le Kilusang Mayo Uno (Mouvement du premier mai), la centrale syndicale militante forte de 600 000 membres avait organisé depuis le 26 janvier, à la suite du massacre des paysans sur le pont Mendiola, une « welgang bayan » (grève populaire), dans la province de Mariveles, Bataan, où se trouve la « zone industrielle franche ».

4. Le quotidien français *Libération* du 2 février 1987.

librairie diffusion  
**LA BRECHE**  
9, rue de Tunis,  
75011 PARIS. Tél : 4367 63 57

martiaux, il y a un enjeu beaucoup plus général quant à la fonction des forces armées : « nous estimons qu'elles doivent jouer un rôle politique » déclarait sans ambage, le colonel Canlas (5).

Les quelques 700 militaires ayant été, dit-on, directement impliqués dans la récente tentative de coup d'Etat ne représentent que la pointe de l'iceberg. Nombreux sont les officiers qui ne cachent pas leurs sympathies pour les mutins. Ces derniers, note l'un d'entre eux, « se sont lancés dans cette opération pour attirer l'attention de l'opinion publique sur la menace communiste. Nous devons tenir compte de la sincérité de leur action... » (6).

Nombreux, aussi, sont les officiers philippins qui ont fait de l'armée thaïlandaise un modèle, une armée entrée en politique voilà plus de 50 ans. En Thaïlande, des fractions militaires contrôlent certains partis. Ils sont représentés de ce fait à l'Assemblée nationale. Pourtant, les idéologues de l'Etat-major n'hésitent pas à mettre en cause l'autorité de cette institution, usant d'un langage démagogique : l'assemblée des partis ne représente pas le pays mais des intérêts privés, ceux des milieux d'affaires (ce qui n'est pas faux), l'armée peut, elle, parler au nom de la nation toute entière (ce qui n'est certainement pas vrai !).

Voilà un discours qui plaft aux parvenus militaires philippins. Ils trouveront des alliés dans l'Assemblée nationale qui doit être élue en mai prochain, notamment chez les politiciens ilocanos de droite (le népotisme faisant force de loi à l'époque de Marcos, de nombreux officiers supérieurs appartiennent aux mêmes « clans » ilocanos que Marcos ou Enrile). Mais ils ne seront pas directement représentés au parlement et au Sénat. On voit se dessiner un véritable conflit politico-institutionnel durable entre l'armée et les partis des grandes familles régionales, entre pouvoir civil et pouvoir militaire : une fracture complexe qui traverse le régime Aquino lui-même ainsi que l'élite sociale du pays.

L'armée a déjà fait savoir qu'elle n'est pas satisfaite du recentrage à droite du gouvernement, opéré fin 1986 à la suite des « recommandations » présentées par le général Ramos, chef d'Etat-major, lors de la crise de novembre dernier (7). « Le gouvernement n'en a pas fini d'avoir des problèmes avec l'armée » a souligné Juan Ponce Enrile (9), ancien ministre de la Défense et chef de file de la droite.

La menace est claire, la pression constante. L'armée, bien que fractionnée, tend à réagir solidairement face au régime civil. Lors du coup de force des 27-29 janvier, le général Ramos a reçu une délégation d'officiers demandant la clémence pour les mutins. Il a fait comprendre qu'il était lui-même opposé à des sanctions trop sévères. Alors qu'Aquino promettait déjà la cour martiale pour les mutins, le colonel Canlas, l'un de leurs chefs, a pu participer à une conférence de presse aux côtés de Ramos et du ministre de la Défense, le général Ileto, expliquant à qui voulait

l'entendre qu'il ne fallait pas voir une reddition dans l'abandon par les mutins de l'occupation de la station de télévision GMA-7.

## LA GAUCHE DIVISÉE

Les forces de gauche se sont divisées quant à la politique à suivre à l'occasion du référendum. Le Parti communiste des Philippines (PCP) a appelé, dès octobre, à « rejeter la Constitution pro-impérialiste et anti-masses » et à « porter en avant la lutte pour la démocratie nationale ». Le PCP poursuit : « Les réactionnaires colportent des « processus pacifiques » afin de dévier les masses du chemin du vrai changement social. Mais l'histoire démontre — et l'a démontré au cours de la lutte antérieure contre la dictature — que c'est seulement à travers des luttes directes, armées ou non-armées que le peuple peut remporter des victoires complètes » (9).

Mais cette consigne de vote n'a pas été automatiquement reprise par les autres organisations de gauche, y compris celles appartenant au courant national-démocratique. Le KMP et le KMU, dont le président avait été abattu en novembre, ont eux aussi appelé au niveau national au vote « non ». Le KMU dans l'île de Negros a appelé au vote « oui critique ». Quand, en décembre dernier, la coalition de masse Bayan a organisé une consultation de ses organisations membres, le « oui critique » l'a emporté par 96 voix contre 75 en faveur du « non » et 7 abstentions (10). Durant le mois de janvier, le camp des « non » s'est renforcé, mais Bayan, en tant que coalition, a appelé au « vote de conscience », laissant ainsi ses membres libres de leur choix. Le Partido ng Bayan, quant à lui, initialement favorable au « oui critique » a dû rediscuter de sa position le 25 janvier. Il a demandé que la consultation électorale soit reportée. Une cinquantaine d'organisations de gauche ont appelé au vote « oui critique » (11).

Ces divergences politiques doivent se comprendre dans le contexte général du pays. Des luttes révolutionnaires ont été engagées depuis des années dans l'archipel, des forces armées populaires existent. Mais la situation politique est, actuellement, loin d'être révolutionnaire. Elle reste par bien des aspects contradictoire. La chute du régime Marcos a créé un « espace démocratique » favorable à l'expansion des organisations de masse légales. Mais le « centre », dans la vie politique, laminé sous la dictature, s'est reconstitué, derrière Aquino, avec pour base les classes moyennes. Le mouvement populaire, sous la forme d'organisations comme Bayan, le KMU et le KMP, par exemple, s'est remarquablement développé depuis le début des années 1980. Mais il lui faut encore du temps pour se consolider avant de pouvoir passer à l'offensive à l'échelon national.

Le mouvement révolutionnaire philippin est donc soumis à des exigences partiellement contradictoires : la préservation des forces armées populaires et

des organisations clandestines, la lutte pour imposer le droit d'existence légale de la gauche politique, l'expansion et la consolidation des organisations de masse, le combat pour les intérêts sociaux des paysans, ouvriers et pauvres urbains et la bataille pour regagner les « forces centristes » qui oscillent, la défense des acquis démocratiques issus du soulèvement anti-dictatorial de février 1986 contre la droite militaire, la mise en échec du projet contre-révolutionnaire de la présidente Aquino, la mise en lumière du rôle joué par l'impérialisme américain...

Il n'est pas facile de dégager, à chaque étape de la lutte, une politique unifiée qui réponde au mieux à l'ensemble de ces exigences. En fonction de leurs options stratégiques, mais de leur situation concrète aussi, les divers courants de la gauche philippine ont fait des choix tactiques différents. Le débat, complexe, traverse chaque organisation. Nous reviendrons plus en détail sur ces questions très importantes dans un prochain article.

## VERS UNE OFFENSIVE DU RÉGIME CONTRE LE NDF

Après le massacre de Mendiola, le Front national démocratique (NDF) a fermé le bureau qu'il avait ouvert à Manille et a rompu les négociations, dénonçant l'incapacité du gouvernement à protéger les masses populaires et à châtier les coupables. Il a renoncé à prolonger le cessez-le-feu au-delà de la période initiale de 60 jours qui est arrivé à terme le 7 février. Il exige, pour reprendre les négociations de paix, que le gouvernement montre sa détermination à mettre en œuvre de véritables changements fondamentaux, à assurer son contrôle sur les forces armées, à chercher une solution aux racines de l'insurrection, à reconnaître dans le NDF une entité politique.

Après avoir gardé l'initiative politique en novembre-décembre, on peut dire que le NDF l'a temporairement perdu en janvier. Le gouvernement et l'Etat-major préparent une importante offensive politique contre la guérilla, annonçant notamment une vaste amnistie pour le premier anniversaire de la chute de Marcos. Cette offensive politique pourrait être rapidement suivie d'une offensive militaire. La solidarité doit se poursuivre sur le plan international, sans faiblir. ■

Paul PETITJEAN,  
10 février 1987

5. Cité par Kim Gordon-Bates, *Le Monde*, 29 janvier 1987.

6. Cité par Philippe Pons dans *Le Monde*, 30 janvier 1987.

7. Voir notre article publié dans *Inprecor*, numéro 235 du 2 février 1987.

8. Cité par Patrick Sabatier, *Libération*, 5 février 1987.

9. Article éditorial de *Ang Bayan*, (organe central du PCP), vol. XVIII numéro 8, octobre 1986, pp. 1-3.

10. Selon Michael Peterson, *Direct Action*, (Australie), 21 janvier 1987, p.11.

11. Pour l'argumentation d'une organisation comme le mouvement socialiste Bisig, voir *Inprecor* numéro 235 du 2 février 1987.

# Une nouvelle donne à Beyrouth

Au moment de la rédaction de cet article, de violents affrontements éclataient à Beyrouth, entre les miliciens du mouvement chiite Amal, d'une part et ceux du PCL et du Parti druze et Walid Joumblatt, d'autre part. Depuis, ces affrontements ont dégénéré en une véritable "guerre des six jours", et se sont soldés, outre les nombreux morts et les destructions considérables, par la première intervention massive des troupes syriennes dans la capitale libanaise, depuis 1982.

Salah JABER

La guerre des camps est le principal révélateur du changement qualitatif de la situation libanaise après l'invasion israélienne de l'été 1982 (1). Elle témoigne de cette vérité souvent oubliée qui fait qu'un mouvement de masse engagé dans une lutte de libération n'est pas forcément révolutionnaire, ou même progressiste. La nature sociale de sa direction reste, aux yeux des marxistes, un critère décisif. Ainsi, le mouvement Amal, dont le caractère de masse est indéniabie et qui a participé au combat contre l'armée d'occupation israélienne au Liban sud, n'en est pas moins l'instrument politico-militaire de la fraction chiite de la bourgeoisie libanaise.

Amal s'est retourné contre les Palestiniens, affirmant son opposition absolue au "retour à la situation d'avant l'invasion", c'est-à-dire au retour des organisations de la résistance palestinienne dans les camps de réfugiés de Beyrouth et du Sud Liban, dont elles avaient été expulsées par l'armée israélienne. Amal s'appropriait et défendait ainsi un des résultats de l'invasion de 1982.

## SOLIDARITE AVEC LES CAMPS PALESTINIENS

Amal, dans un cas comme dans l'autre, agissait d'abord pour son propre compte : il est, de l'intérêt bien compris de la bourgeoisie chiite de "pacifier" le Sud Liban, région dont elle est majoritairement originaire et propriétaire. Il lui faut, dans ce but, empêcher que recommence le cycle des représailles israéliennes contre une résistance palestinienne dont la principale base de départ était précisément le Liban sud. Aux mobiles propres d'Amal, s'ajoute l'intérêt du régime syrien, son allié, soucieux d'empêcher en particulier Yasser Arafat, de réimplanter ses troupes au Liban. En toute hypocrisie, Amal, présenta d'abord son assaut des camps comme un combat "contre Arafat". Personne ne fut dupe, y compris les combattants palestiniens des organisations liées à la Syrie, qui participèrent, et continuent de participer, à la défense des camps contre Amal.

Damas, tout en soutenant Amal, laisse faire ses alliés palestiniens et autres, comme le Parti socialiste progressiste (druze) de Walid Joumblatt et le Parti

communiste libanais (PCL), dont les sympathies vont plutôt aux Palestiniens. D'autre part, le régime iranien, allié de Damas et ennemi juré d'Arafat depuis que celui-ci s'est rallié à l'Irak, n'en joue pas moins au médiateur, secondé sur le terrain par l'intermédiaire du Hezbollah ("Parti de Dieu", intégriste chiite, khomeiniste).

En fait, tandis que Damas semble s'être accommodé d'une hégémonie totale d'Amal sur les camps qui passe par leur désarmement, les différents alliés du régime syrien, tous rivaux d'Amal à un titre ou à un autre, préfèrent que les camps restent contrôlés par les dissidents palestiniens, pour les uns Joumblatt, le PCL ou les intégristes, pour les autres Iran, Hezbollah.

Face au siège organisé par Amal, il faut se solidariser avec les camps palestiniens, réclamer la levée du siège, défendre le droit des camps à l'autodéfense, c'est-à-dire à l'armement autonome.

## LA RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ARAFAT

Cependant, cette solidarité nécessaire avec les habitants des camps palestiniens, ne saurait empêcher de critiquer Arafat, qui porte la responsabilité de mener les Palestiniens de défaite en défaite et de les avoir placés dans l'impasse historique où ils se trouvent.

Il y a, d'une part, responsabilité évidente de la direction Arafat de l'OLP dans la haine que voue aujourd'hui la grande majorité des masses chiites du Liban à la Résistance palestinienne. Les masses chiites, opposées aux Phalangistes, aux sionistes et aux impérialistes, n'en sont pas moins opposées également aux organisations palestiniennes, pour avoir subi pendant sept ans (1975-1982) leur comportement bureaucratique arrogant, et d'autant plus "sereinement" qu'elles percevoient l'OLP comme une organisation capitalarde, alliée à la réaction arabe.

Il y a, d'autre part, responsabilité tout aussi évidente de la direction Arafat dans son choix politique délibéré, depuis 1983, de s'opposer au régime syrien pour s'allier aux régimes égyptien et irakien, en sus du régime saoudien, son allié de toujours, et chercher à collaborer avec le pouvoir jordanien en vue de négociations hypothétiques avec Israël, sous patronage américain.

Il y a, enfin, responsabilité directe de cette dernière dans les combats en cours et la prolongation du siège. En effet, tous les observateurs ont pu noter que, dans cette "guerre des camps", la direction Arafat a tout fait - en dépensant même des sommes énormes - pour reconstituer sa force armée dans les camps, tout en sachant pertinemment à quoi cela les condamnait inévitablement, et ce, dans le seul but de réaffirmer sa présence sur l'échiquier régional, pour lui permettre de poursuivre sa politique droitière. Elle n'a pas hésité à s'acoquiner ostensiblement avec les Phalangistes, contre Amal et la Syrie. Elle a incité ses troupes à occuper le village libanais de Maghdouché, hors du périmètre du camp d'Aïn-el-Héloué, près de la ville de Saïda au Liban sud. Elle les a exhorté à "tenir bon" et à refuser l'évacuation de ce village, condition posée par Amal pour lever le blocus des camps de Beyrouth, Chatila et Bourj-el-Brajneh et de Tyr, Rachidieh.

Cette fermeté, qui contraste fortement avec la capitulation empressée de la direction Arafat face au siège israélien de Beyrouth en 1982 - alors que les conditions se prêtaient bien mieux à la fermeté, et que l'étau israélo-phalangiste qui menaçait les camps, était beaucoup plus dangereux pour les Palestiniens, civils y compris - cette fermeté, a pour but évident, comme lors de la bataille de Tripoli en 1983, de faire monter les enchères politiques pour mieux couvrir une politique de compromission droitière : en 1983, c'était la réconciliation avec le régime égyptien, signataire d'un traité de paix avec Israël. Aujourd'hui, alors qu'Arafat affirme, de manière grotesque qu'il se passe au Liban "un génocide semblable à celui qui a motivé le procès de Nuremberg" (cf. *Le Monde* du 12 février 1987), il exhorte les puissances impérialistes à reconstituer leur "Force Multinationale" qui était intervenue au Liban en 1982, ou à y faire intervenir les forces de l'Organisation des Nations unies (ONU) et annonce, candidement que son alter ego, Abou Jihad, "va retourner très bientôt à Amman (d'où il avait été quasiment expulsé, quelques mois auparavant) pour participer à la réunion du comité jordano-palestinien". Arafat inflige ainsi un nouveau camouflet au Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache et au Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) de Nayef Hawatmeh qui, suivant les conseils de Moscou, avaient renoué avec la direction de l'OLP, en échange de sa promesse de renoncer officiellement à l'accord conclu à Amman, entre Arafat et le roi Hussein, en février 1985. ■

23 février 1987  
Salah Jaber

(1) Cf. *Inprecor* numéros 198 du 10 juin 1985 et 228 du 20 octobre 1986

(2) Cf. La crise de l'OLP : un bilan, dans *Quatrième Internationale*, numéro 21 du 21 septembre 1986.

# Industrialisation-désindustrialisation, un tournant ?

**L**E plan Cruzado, promulgué en février dernier, a échoué. Les mesures économiques dites, de correction, prises après les élections de novembre dernier en étaient la preuve, celles qu'a annoncées le président Sarney au mois de décembre le confirmer (cf. *Inprecor* numéro 234 du 19 janvier 1987).

dans les mois qui viennent, le lait a d'ores et déjà augmenté de 110 %.

Les prix de 500 produits de base vont être « libérés » dans les mois qui viennent, le lait a d'ores et déjà augmenté de 110 %. 1987, les experts économiques tablent de nouveau sur une inflation bien supérieure à 100 % et les banques prévoient déjà de rémunérer les certificats de dépôt à un taux de 750 %. Pendant toute la période de gel des prix et des salaires, le taux d'intérêt de l'épargne était en-dessous de l'inflation réelle. Conséquence de ce décalage, les Brésiliens, notamment des

Pierre SALAMA

La plupart des économies latino-américaines connaissent depuis plusieurs années un processus de désindustrialisation marqué (1). Il semble qu'il s'agisse de quelque chose de plus profond qu'une simple crise d'accumulation appelée à être dépassée. La baisse du poids relatif de l'industrie dans l'ensemble des richesses produites est nette, durable apparemment, et indique a contrario une montée relative du secteur primaire. C'est pourquoi on peut avancer, avec prudence, que la crise financière actuelle que ces pays subissent, pourrait de nouveau axer leurs économies vers le secteur primaire. On retournerait ainsi vers une division internationale du travail classique. Mais, si un tel mouvement de destruction-structuration de l'appareil productif devait se confirmer, les problèmes qu'il soulèverait seraient très importants. Il ne semble pas possible qu'un tel retour puisse se faire sans heurts susceptibles de dévier ce processus. La formation sociale s'est complexifiée, suite à l'industrialisation, l'urbanisation a atteint un niveau considérable et il existerait un hiatus entre une telle formation sociale et la mise en place d'une division internationale du travail « archaïque » basée sur les exportations de produits primaires dont les termes de l'échange se dégradent sensiblement. Le retour en arrière de ces économies que signifierait cette évolution s'accompagnerait d'un tel processus de marginalisation, qu'il ne semble pas possible qu'elle puisse se développer durablement.

Mais la forêt de la désindustrialisation ne saurait cacher l'arbre brésilien de la croissance forte. L'explication de l'industrialisation vive du Brésil et du dépassement de la crise du début des années 1960, expliquée dans le continent latino-américain,

doit être cherchée dans des raisons qui, de façon apparemment paradoxale, engendrent ailleurs la désindustrialisation. La plupart des pays latino-américains n'ont pu acquérir une taille, une diversification et une plasticité suffisante de leur appareil industriel qui leur permettent à la fois de dégager un colossal transfert net de ressources vers les banques étrangères et de susciter une croissance industrielle forte.

## LE TROISIEME SOLDE COMMERCIAL DU MONDE

Le Brésil a un solde commercial positif très important, le troisième du monde après le Japon et l'Allemagne, soit 13,4 milliards de dollars en 1984, 12,5 en 1985, 13 prévus en 1986 (2) qui lui permet de financer une grande partie du service de la dette. Malgré l'ampleur des transferts, celle-ci n'aurait baissé que de 193 millions de dollars au 1er semestre 1986 et se maintiendrait globalement à un niveau extrêmement haut puisqu'elle s'élève à 106 milliards de dollars en terme brut soit 350 % de la valeur des exportations de biens et de services contre 537 % pour l'Argentine, par exemple. Le paiement des seuls intérêts en pourcentage des exportations de biens et de services baisserait légèrement pour passer de 38 % en 1985 à 29 % en 1986, grâce à l'essor des exportations et au fléchissement récent des taux d'intérêt réels sur le marché financier international (3).

Une telle ponction devrait provoquer un effet dépressif considérable. Si l'on se réfère à la France, des études ont montré que le relèvement du prix du pétrole, provoquerait une augmentation du « transfert » vers les pays pétroliers qu'on pouvait évaluer à 2 % du Produit national brut

classes moyennes, ont massivement liquidé leur épargne ce qui a eu un double effet : d'une part gonfler la demande et accroître les importations, mettant en péril l'excédent commercial du Brésil, d'autre part, faire chuter les investissements.

Mais surtout, le plan Cruzado paraissait superbement ignorer la présence d'une dette extérieure qui atteint les 109 milliards de dollars. Le Brésil vient d'obtenir en janvier un réajustement portant sur 4,1 milliards de dollars, dont 3 milliards d'arriérés. Ses créiteurs jouent la confiance à l'instar du Fonds monétaire international qui a vu d'un bon œil les « réajustements » se succédant depuis novembre dernier.

L'article publié ci-dessous analyse ce qui fait la force du processus d'industrialisation brésilien, lui permettant une croissance estimée à 10 % pour 1986, mais aussi sa faiblesse, l'endettement massif. Enfin, il décrit les mécanismes du plan Cruzado, pointant la cause de son échec final : la dette. ■

(PNB). Cette augmentation aurait suscité une baisse du PNB de 3,5 % et du revenu réel de 5,5 % (4). Certes, le paiement des intérêts, voire du principal de cette dette, n'a pas exactement la même signification : à l'origine, il traduit un endettement provoqué pour l'essentiel, par un effort d'investissement dépassant les capacités d'épargne locale et nourrissant la croissance. Mais, depuis plusieurs années, l'autonomisation de la dette par rapport à la structure productive est telle qu'il acquiert une signification comparable (5). Cet effet dépressif aurait dû être démultiplié, il l'a été pour de nombreux pays, dans la mesure où le transfert net peut être évalué entre 6 et 8 % du PNB, soit trois fois plus que la ponction que les pays importateurs de pétrole ont subie, et, il faudrait également y ajouter le transfert supplémentaire de ressources qu'a dû fournir le Brésil par ses importations de

1. Fajnzylberg : « Caractéristiques de l'industrialisation en Amérique Latine » *Problèmes d'Amérique Latine* numéro 77, 1985.

2. *World Financial Market (WFM)* septembre 1986. La dernière prévision a été revue récemment en baisse. On estime que l'essor de la demande intérieure devrait réduire ce solde qui s'élèverait toutefois à 10 milliards de dollars.

3. *WFM* septembre 1986. Idem. On sait que le ministre des Finances souhaiterait limiter le service de la dette à 2,5 % du PNB ce qui, dans les conditions actuelles, semble difficile sans renégociation d'ensemble de la dette.

4. A. Fonteneau et P.A. Muet : « La Gauche face à la crise ». Presses de la FNSP 1986, p. 38.

5. Pour le Brésil, jusqu'en 1979-1980, date à laquelle l'endettement croissant provient de l'endettement lui-même. Sur l'autonomisation de la dette, voir notre article : « Dettes et dollarisation » *PAL* décembre 1985. Notons que pour de nombreux pays, l'endettement a pour origine, soit une politique monétaire et de change se nourrissant des préceptes des « Chicago-boys » (Argentine, Chili) et non un effort industriel, soit une politique d'armement (Pérou).

pétrole. Et pourtant la croissance reste très forte. La production s'est accrue de 12 % au 1er semestre 1986 par rapport au 1er semestre 1985 (6), à tel point qu'on ne sait plus très bien faire la part de l'économique et du politique dans les pénuries actuelles de produits finaux et intermédiaires (7). S'est-il agi d'une politique délibérée visant à créer un climat de mécontentement et de défiance vis-à-vis d'une politique économique se voulant originale et, sous couvert d'un réaménagement des prix relatifs, à revenir vers une politique plus orthodoxe libérant les prix par rapport aux salaires ? S'est-il agi de pénuries provoquées par une demande trop impétueuse, alimentée par la liquidation des épargnes, le rattrapage du pouvoir d'achat initié quelques mois avant la mise en place du plan Cruzado, le resserrement de la distribution des revenus, la hausse de l'emploi consécutive à l'accélération de la croissance ? (8) Probablement les deux. A la première interrogation, les élections fin novembre ont renforcé les partisans de la poursuite de l'expérience de démocratisation et de mise en place d'une politique économique hétérodoxe. A la seconde, le plan Cruzado II du 21 novembre 1986, a tenté de répondre en élevant les tarifs de certains services publics, les prix des biens durables et des carburants, dans le but de contenir la demande et d'alléger le service de la dette interne dans le budget.

Cette croissance vive est problématique car les mêmes causes ont engendré ailleurs des effets contraires. C'est elle que nous tenterons d'expliquer. C'est pourquoi nous rappellerons, d'abord, ce que furent les régimes d'accumulation à la veille de la crise financière. Nous présenterons, ensuite, le paradoxe constitué, d'un côté, par la réduction des trois souverainetés : souverainetés alimentaire, budgétaire et monétaire, de l'autre côté, par la reconquête d'une autonomie politique plus grande vis-à-vis des gouvernements des métropoles industrielles ; puis, l'issue de ce paradoxe en présentant le plan Cruzado et ses aspects hétérodoxes.

## AUX ORIGINES DE L'ENDETTEMENT

Au cours de ces trente dernières années, le Brésil a réussi à obtenir un tissu industriel assez complet, allant du secteur des biens de consommation au secteur des biens de production et des produits intermédiaires. La remontée en amont de la substitution des importations, l'impulsion et le dynamisme fournis au secteur des biens de consommation durables, tant par la politique industrielle menée en faveur du secteur produisant des biens intermédiaires que par la politique redistributive des revenus en faveur de 25 à 30 % de la population et au détriment des autres, donnent au tissu industriel un aspect relativement complet où les « trous » forment l'exception. L'évolution de ce tissu industriel vers une complexification croissante suscite des demandes dérivées d'importation importantes pour les produits les plus sophistiqués, s'accomplit avec une ouverture croissante de l'économie au

commerce mondial, conduit à un endettement important. L'internationalisation par le commerce n'est cependant ni plus ni moins importante que celle qu'on observe en moyenne au niveau mondial et tend à masquer des processus réels de substitution des importations sur certains produits stratégiques. L'internationalisation financière est par contre beaucoup plus importante. La dette a augmenté considérablement, mais les marchés financiers nationaux ont été relativement protégés des intérêts étrangers (9).

Les régimes d'accumulation qui se sont succédés depuis les coups d'Etat de 1964 et de 1967 ont un point commun : Ils excluent des fruits de la croissance la grande majorité de la population et se caractérisent, par conséquent, par une inégalité croissante de revenus (10). Aux lendemains des coups d'Etat et grâce à ces derniers, un régime d'accumulation, particulièrement « excluant », original car fondé d'un côté, sur l'importance croissante prise par les courbes dites moyennes dans la distribution des revenus et, de l'autre, par l'essor parallèle et consécutive du secteur de biens de consommation durables, qualifiés à l'époque de biens de consommation de luxe, se met en place. Le dynamisme de ce secteur, contrôlé pour l'essentiel par les firmes multinationales, s'opposait à la léthargie et à l'hétérogénéité du secteur de biens de consommation dits « biens ouvriers », consécutives à la baisse du pouvoir d'achat massive que subirent les travailleurs n'appartenant pas aux couches moyennes, et contrôlé pour l'essentiel par les firmes nationales. Les deux secteurs s'articulaient à un secteur de biens de production et surtout de biens intermédiaires contrôlé par l'Etat. Cette articulation harmonieuse du point de vue économique s'alimentait d'une baisse des coûts salariaux et d'une mise en correspondance « heureuse » entre les profils globaux, final et intermédiaire, de la demande et de l'offre, si bien que la valorisation du capital étant assurée, au moins dans le secteur de biens de consommation durables tant que ces caractéristiques perdurent, ainsi, ce secteur entraînait alors les autres, d'abord le secteur des biens de production, puis, le secteur des biens de consommation.

A partir de 1975, approximativement, les traits principaux qui caractérisaient le

régime d'accumulation se modifient. Le dynamisme de l'accumulation repose moins qu'auparavant sur l'essor de la production des biens de consommation durables bien que l'inégalité de la répartition des revenus en faveur des couches moyennes continue de s'accroître (11). L'intervention de l'Etat dans le secteur énergétique, infrastructurel et dans la production de biens intermédiaires pèse de plus en plus. Le Brésil connaît alors un renouvellement de la substitution des importations, malgré une phase d'ouverture croissante de son économie (12), qui lui permettra de consolider son appareil industriel et de lui assurer une certaine plasticité.

## L'AUTONOMISATION DE LA DETTE

Jusqu'à la fin des années 1970, la responsabilité de l'endettement est attribuable aux régimes d'accumulation et aux chocs pétroliers. Il ne fait pas de doute que l'essor conjoint du secteur de biens de consommation durables et des couches moyennes conduit à des importations massives de biens d'équipement et de produits intermédiaires pour l'essentiel, mais aussi de biens durables (13). Les exportations croissent insuffisamment vite par rapport aux importations et le déficit est comblé par l'endettement externe. Le poids plus important que prennent ensuite les secteurs de biens d'équipement et énergétique se traduit par des investissements plus conséquents et que l'épargne locale tant publique que privée ne peut satisfaire intégralement en raison de la taille insuffisante du marché financier due à une taxation trop faible des revenus les plus élevés et à une politique économique privilégiant délibérément le financement externe. Mais la responsabilité de l'endettement ne saurait être attribuée exclusivement aux facteurs internes. Les chocs pétroliers vont provoquer de très importants déficits de la balance commerciale qui sont respectivement de 4,7 milliards de dollars en 1974, de 3,5 milliards de dollars en 1975 et de 2,2 milliards de dollars en 1976. Le retour à l'équilibre sera précaire malgré l'effort de substitution d'importation et le déficit commercial réapparaîtra à nouveau : 1 milliard de dollars en 1978,

6. Institut brésilien de géographie et d'économie (IBGE).

7. Sur les pénuries de viande et de lait notamment qui ont marqué toute la période pré-électorale au Brésil, voir *Inprecor* numéro 234 du 19 janvier 1987.

8. En glissement sur 12 mois, la production s'est accrue de 14,3 % en juin, de 12,2 % en juillet et de 9,2 % en août. La production automobile a baissé au mois d'août par rapport au mois de juillet de 4,5 % et 7,7 % pour les produits alimentaires. Source IBGE.

9. Monica Baer : « A internacionalização financeira do Brasil » ed. Vozes 1986.

10. Voir le numéro spécial de *Critiques de l'Economie Politique* 16-17, Ed. Maspéro 1974.

11. G. Mathias et P. Salama : « L'Etat surdéveloppé », Ed. La Découverte 1983 et des mêmes auteurs « Heurs et malheurs des couches moyen-

nes » *Tiers Monde* numéro 100, 1985.

12. Le taux de couverture de l'industrie manufacturée connaît la progression suivante : 40,2 % (1970) ; 61,3 % (1973) ; 54,2 % (1975) ; 91 % (1978) ; 97,7 % (1979) ; 115,9 % (1980) ; 179,7 % (1981) et 180,6 % (1982). Dans la métallurgie, la substitution des importations est particulièrement forte : le taux de couverture passe de 14,4 % à 115,9 % de 1975 à 1982, mais aussi dans l'industrie alimentaire, la mécanique, la chimie de base et les transports.

Cf. Jahni « Un bilan comparatif des stratégies d'industrialisation appliquées au Brésil et en Argentine » *Cepii* numéro 1985 p. 46 et J. Cartier-Bresson : « L'industrialisation brésilienne et la gestion de la contrainte économique externe » 1985 à paraître dans la *Revue Canadienne d'études du développement*.

13. Voir par exemple C. Furtado : « Nao a recessao e ao desemprego » *Paz e Terra* 1983.

## ECONOMIE

INDICATEUR	UNITE	1965	1975	1985
PIB	milliard \$	23,0	110,1	209,3 <sup>a</sup>
Croissance annuelle	%	6,6 <sup>b</sup>	4,4 <sup>c</sup>	8,3
Par habitant	\$	220	1 030	1 579 <sup>a</sup>
Structure du PIB				
Agriculture	%	15,9	10,5	11,0 <sup>e</sup>
Industrie	% 100%	32,5	39,4	31,0 <sup>e</sup>
Services	%	51,5	50,0	58,0 <sup>e</sup>
Dette extérieure	milliard \$	4,9 <sup>d</sup>	23,5	107,3
Taux d'inflation	%	42 <sup>g</sup>	42 <sup>h</sup>	248,5
Population active	million	26,0	40,2	43,8 <sup>f</sup>
Agriculture	%	54 <sup>d</sup>	36,3	30 <sup>f</sup>
Industrie	%	13,2 <sup>d</sup>	25	24 <sup>f</sup>
Services	%	32,8 <sup>d</sup>	38,7	46 <sup>f</sup>
Dépenses publiques				
Education	% PIB	1,1	3,1	3,2 <sup>e</sup>
Défense	% PIB	2,5		2,7 <sup>a</sup>
Production d'énergie	million TEC	12,10	24,5	50,3 <sup>e</sup>
Consommation d'énergie	million TEC	29,7	71,2	85,7 <sup>e</sup>

a. 4 ; b. 1960-1973 ; c. 1973-1983 ; d. 1970 ; e. 1983 ; f. 1981 ; g. 1960-1970 ; h. 1974-1978 (source : L'état du monde 1986)

2,7 milliards de dollars en 1979 et 2,8 milliards de dollars en 1980.

Le déficit augmentera considérablement à partir de cette date en raison des sorties massives de capitaux provoquées par la hausse des taux d'intérêt réel sur les marchés internationaux et l'augmentation consécutive des charges de la dette. Aux chocs pétroliers s'ajoute le choc financier dont on peut mesurer les effets. Il suffit pour cela de soustraire aux entrées de devises provenant des exportations et des prêts nets des banques étrangères au Brésil, la valeur des importations de pétrole et le paiement des intérêts au titre de la dette. Le chiffre obtenu baisse considérablement : il passe de 9,78 milliards de dollars en 1979 à 10,48 en 1980, 9,40 en 1981, 5,09 en 1982 et 5,82 en 1983 (14). La capacité d'importation de biens autres que le pétrole est réduite de moitié suite aux chocs pétroliers, à l'envolée des taux d'intérêt réel et des « spread ». La dette tend alors à se nourrir d'elle-même : les emprunts nouveaux sont de plus en plus destinés au service de la dette. C'est dire combien elle s'autonomise du système productif et combien, a contrario, une action dirigée seulement vers ce système productif perd de son efficacité. Les déterminants de l'endettement croissant se situent à l'extérieur du pays, dans les modalités de fonctionnement des marchés financiers internationaux et dans l'orientation nouvelle des flux de capitaux vers les Etats-Unis. Les politiques d'austérité perdent de leur efficacité parce qu'elles agissent sur des systèmes productifs moins responsables qu'auparavant de l'endettement. Selon les adeptes des politiques d'ajustement orthodoxes, comme celles que le

Fonds monétaire international (FMI) préconise, ces politiques d'austérité devraient de ce fait être d'autant plus sévères : la perte d'efficacité relative des mesures devraient être compensées par leur sévérité.

Les politiques d'ajustement orthodoxes ne constituent pas un remède. A trop les suivre, même s'ils s'en éloignent parfois, les gouvernements des Etats latino-américains ont aggravé la situation économique de leur pays. Dans le cas du Brésil, ces politiques d'austérité, tout en précipitant la crise (15), ont réduit leur souveraineté en trois domaines essentiels : la monnaie, le budget et l'alimentation. La poursuite et l'aggravation de ce processus s'opposait alors au développement d'une souveraineté politique nouvelle obtenue par la « démocratisation ». Le dépassement de cette contradiction se fit par la mise en place d'une politique d'austérité qualifiée d'hétérodoxe. Ce sont ces deux points que nous allons à présent traiter : l'atteinte à la souveraineté économique et le plan Cruzado.

### LA PERTE DE SOUVERAINETE

Les journaux en Europe et aux Etats-Unis ont pour habitude de ne présenter qu'un des aspects de la dette externe : les rapports aux banques. Ce n'est là qu'une des faces de cette question. L'endettement traduit un processus de dollarisation de l'économie tel que les mécanismes intimes de reproduction de la société se trouvent profondément altérés.

On peut définir la dollarisation de la manière suivante. La dollarisation, au sens strict, correspond à la substitution des

monnaies, c'est-à-dire à la fuite des capitaux, légale ou non. La monnaie nationale perd alors sa fonction de réserve de valeur. La dollarisation, au sens large, correspond à la perte relative d'autres fonctions de la monnaie : unité de compte, moyen de circulation. La monnaie nationale est moins utilisée comme unité de compte dans un nombre croissant de marchés. Lorsque le processus s'amplifie, elle peut perdre sa fonction de moyen de circulation. Un pseudo-dollar, c'est-à-dire un titre indexé au cours du dollar, sert d'unité de compte. Lorsque la monnaie perd son pouvoir d'intermédiaire aux échanges, le dollar la remplace dans cette fonction. L'Argentine, à la veille du plan Austral (16), connaissait une dollarisation profonde : fuites de capitaux, rôle croissant du dollar dans les transactions internes. Le Brésil connut une dollarisation au sens strict faible mais qui se développa de 1983 à 1985 (17). Le développement de la dollarisation au sens large a été cependant plus important mais limité globalement à la perte de la qualité d'unité de compte au profit d'un titre indexé au niveau général des prix et au cours du dollar : l'ORTN. L'émission de ce titre permit de freiner sensiblement la fuite de capitaux. Ces titres furent assimilés à des dollars, d'où le nom de pseudo-dollars, et servirent de plus en plus d'unité de compte entamant ainsi la souveraineté monétaire du pays. Ce processus n'atteignit cependant pas la situation que connut Israël lorsque le ministre des Finances proposa en 1984 de considérer le dollar comme monnaie nationale, aliénant ainsi la souveraineté politique de l'Etat israélien. Au Brésil, le processus fut stoppé plus tôt qu'il ne le fut en Israël par la mise en place du plan Cruzado qui organisait une désindexation générale.

L'émission de ces titres indexés avait un objectif non avoué. Le gouvernement incita les entreprises publiques à emprunter massivement à l'étranger pour deux raisons. D'abord, les conditions financières qu'elles pouvaient obtenir étaient meilleures que celles qu'il aurait pu avoir à cette époque ; ensuite, la recherche d'une légitimité plus grande et la volonté de contrôler l'« abertura », l'ouverture politique, incitaient à faire l'économie d'une politique cherchant à augmenter les ressources par voie fiscale. Le produit de ces emprunts était déposé dans les coffres de l'Etat et servait à financer en partie les

14. C.D. Alejandro : « Latin American debt : I don't think we are in Kansas any more » *Brooking papers on economic activity* numéro 2 1984, p. 350.

15. La croissance du Produit intérieur brut (PIB) en terme réel a été négative en 1981 (- 1,56 %) après avoir été fortement positive en 1979 et 1980 (6,4 % et 7,2 %), légèrement positive en 1982 (0,9 %), fortement négative en 1983 (- 3,16 %). Elle s'élève ensuite. Source IBGE.

16. Nom du plan d'austérité mis en place en Argentine le 15 juin 1985, voir *Inprecor* numéro 205 du 21 octobre 1985.

17. Les fuites de capitaux atteignirent 7 milliards de dollars de 1983 à 1985 contre 3 seulement de 1976 à 1982. *World Financial Market*, avril mai 1986.

importations des entreprises publiques, à augmenter les réserves officielles du pays et à se donner ainsi une apparence plus saine donc plus présentable sur les marchés financiers internationaux, enfin et surtout à financer le service de la dette (18).

Un tel financement externe n'était cependant pas sans conséquence. S'il permettait de résoudre des problèmes immédiats, il les accentuait à terme de deux manières. L'émission de titres indexés au cours du dollar faisait dépendre les charges de la dette interne de l'évolution du taux de change réel du cruzeiro (19) par rapport au dollar. Après la période faste de la fin des années 1970, le taux de change des monnaies latino-américaines, y compris celui du Brésil, vont connaître une évolution différente de celle qu'ils connurent à cette période. Ils vont passer d'une phase de sur-évaluation à une phase de sous-évaluation. Les dévaluations seront supérieures au différentiel des prix entre les Etats-Unis et le Brésil. Le processus de sous-évaluation sera plus faible qu'ailleurs et s'arrêtera en 1985 mais entre-temps ses conséquences sur l'évolution des charges de la dette interne seront considérables. Une grande partie de la dette ayant été dollarisée grâce au jeu de l'indexation, le poids de cette dette dans le budget ira s'accroissant (20). Or, au même moment, le FMI conseillera de poursuivre cette politique de change et de réduire le déficit du budget. La réduction du déficit conjointement à l'augmentation des charges de la dette interne conduiront à une baisse très importante des autres dépenses. Les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement se trouvaient prises en ciseau par deux mouvements de sens contraire. Comme il était difficile de trop réduire les dépenses de fonctionnement, en raison des problèmes de légitimation qu'une telle politique entraînait pour un gouvernement s'initiant à la démocratisation, l'« abertura », ce furent les dépenses d'investissement qui se trouvèrent les plus atteintes réduisant les débouchés, précipitant la crise.

### L'ACCROISSEMENT DE LA DÉPENDANCE ALIMENTAIRE

La réduction du déficit budgétaire conduit à une baisse drastique de certaines dépenses publiques grâce à la dollarisation de la dette interne. La souveraineté budgétaire est ainsi davantage réduite que ne le laisseraient supposer les recommandations chiffrées du FMI. A la réduction de la souveraineté monétaire et budgétaire s'ajoute une perte relative de la souveraineté alimentaire. Le Brésil, comme la plupart des pays sous-développés, a connu une dépendance alimentaire bien que ses exportations agricoles aient eu un certain succès. Les produits destinés au marché intérieur, riz, haricot, maïs, manioc, pomme de terre, ont vu leur production croître très faiblement, parfois en deçà du taux de croissance démographique. A l'inverse, les produits

destinés à l'exportation, soja, sucre, cacao, café, orange, ont connu un taux de croissance élevé (21).

La dépendance alimentaire a plusieurs causes, certaines classiques, d'autres moins. La diffusion des normes de consommation des pays capitalistes développés, la tendance à une certaine homogénéisation s'effectuent d'autant plus rapidement que l'urbanisation prend de l'importance et que les revenus s'élèvent. L'urbanisation est devenue très importante, l'élévation des revenus de 30 % de la population a été significative au Brésil. La demande pour certains produits agricoles est ainsi devenue très importante. Parallèlement, la production pour l'exportation augmentait fortement. Mais celle pour le marché intérieur ne s'élevait pas substantiellement et ne s'adaptait pas suffisamment vite à ce changement de goût. Lorsqu'elle s'adaptait, elle suscitait l'importation d'intrants. Ces nouveaux produits peuvent en effet être assimilés à des produits de haute technologie au sens où leur production nécessite l'utilisation de machines, d'engrais spécifiques et d'aliments composés (22). Ils entrent en compétition avec ceux produits dans les pays capitalistes développés et les « barrières à l'entrée » seront d'autant plus élevées que ces derniers useront et abuseront du dumping pour écouler leur surplus. Les pays sous-développés, ne pouvant suivre, importent. Ces effets ont été limités au Brésil, mais le processus de dépendance alimentaire, s'il est moins accentué qu'ailleurs, existe néanmoins.

Cette dépendance alimentaire sur les nouveaux produits et sur la manière de les produire s'accompagne d'une insuffisance de disponibilités des produits plus anciens sur le marché intérieur. Deux raisons expliquent cette insuffisance : le crédit est principalement destiné aux produits d'exportation, les structures agraires archaïques, dominantes dans les régions produisant pour le marché intérieur, sont peu propices à l'augmentation des rendements en l'absence d'une véritable réforme agraire.

Avec l'éclatement de la crise financière, les importations seront fortement comprimées et les exportations stimulées. La dépendance alimentaire se transformera en pénurie alimentaire dans les villes. Les prix des produits agricoles des-

tinés au marché intérieur crurent plus vite que le niveau général des prix alors même que la demande se réduisait en raison de la baisse des salaires et de la mise en chômage sans allocation. L'insuffisance de l'offre, malgré une réduction de la demande, alimente ainsi la hausse des prix agricoles. Le différentiel des prix agricoles et de l'indice général des prix, sur lequel sont indexés les salaires, pèse particulièrement sur le pouvoir d'achat des plus démunis, en raison de la part plus grande prise par les produits alimentaires dans leurs dépenses, et accentue la différenciation sociale. On comprend que, dans ces conditions, les pillages de supermarchés et de cantines scolaires aient pu se multiplier.

Ainsi à la réduction de souveraineté monétaire et budgétaire s'ajoute une perte relative de la souveraineté alimentaire.

### LA SOUVERAINETÉ DÉFIÉE

La souveraineté du pays est atteinte en trois domaines essentiels, certains plus que d'autres. La conséquence logique d'un tel processus est la réduction de la souveraineté politique. A ces réductions devraient correspondre une malléabilité accrue du politique par rapport aux « conseils » du FMI et aux desiderata des gouvernements des grandes métropoles industrielles, le Centre. Ces trois atteintes à la souveraineté, monétaire, budgétaire et alimentaire pèsent indéniablement dans les prises de décision. Mais la souveraineté politique s'alimente d'autres sources. On sait que les régimes politiques de la périphérie, loin d'être de simples instruments du Centre, connaissent une double autonomie relative, l'une vis-à-vis des régimes politiques du Centre, l'autre vis-à-vis de leur propre formation sociale (23). La démocratisation traduit la recherche d'une légitimité plus large et renforce le poids de la formation sociale dans la définition de la politique sociale, économique et accroît de ce fait la souveraineté politique. A l'inverse, l'endettement externe et sa traduction dans la perte relative des trois souverainetés diminuent la souveraineté politique. La souveraineté politique effective est le produit de ces forces agissant en sens contraire. Avec la démocratisation, le poids exercé par la formation sociale va croissant, d'abord dans la

18. La politique cambiale et monétaire fut incitative : taux de change légèrement surévalués mais moins qu'ils ne furent dans d'autres pays ; taux d'intérêt parfois supérieurs à ceux en vigueur sur les marchés financiers internationaux. La politique industrielle fut également incitative : grands projets industriels nécessitant des financements dépassant les capacités locales d'épargne. Au total, les entreprises publiques empruntèrent davantage que ne le firent les entreprises multinationales.

19. Le cruzeiro fut remplacé par le cruzado qui a donné son nom au plan, à raison de 1 000 cruzeiros pour 1 cruzado.

20. Jusque récemment, la présentation comptable du budget rendait difficile cette évaluation.

21. Voir le livre remarquable d'Homen de Mello : « O problema alimentar no Brasil ». Ed.

Paz e Terra, 1983. L'article de J.-P. Bertrand : « Brésil : modernisation agricole et restructuration alimentaire dans la crise internationale » *Tiers Monde* numéro 104, 1985 et l'étude de A. Marcio Buainain et H. Meinelles de Souza Filho : « A trajetoria recente de agricultura : da recessao a recuperacao » in *Politica economica da Nova Republica*. Ed. Paz e Terra, 1986.

22. La production intensive de viande détourne de la consommation directe des quantités toujours plus importantes de produits végétaux (céréales, tourteaux d'oléagineux). Cf. J.-P. Bertrand, op. cité.

23. Nous avons longuement développé ce point de vue dans Salama-Tissi : « L'industrialisation dans le sous-développement ». Ed. Maspéro, 1982 et surtout dans « L'Etat surdéveloppé ». op. cité.

définition de la politique industrielle — place de l'informatique au Brésil, etc. — ensuite dans l'élaboration de la politique budgétaire et monétaire, sans qu'il soit possible de dire pour autant que cette influence puisse être durable.

Les politiques d'austérité orthodoxes, conseillées par le FMI, ne constituent pas des remèdes. Nous l'avons vu. L'effet dépressif qu'elles provoquent est loin d'être transitoire et ne réaménage pas les facteurs de production vers une plus grande efficacité. Bien au contraire, elles accentuent la dollarisation, accélèrent l'inflation qu'elles devaient réduire, accentuent durablement la perte de pouvoir d'achat, augmentent le chômage, développent davantage le secteur informel en le transformant en secteur de stricte survie. C'est dire combien ces politiques d'austérité sont source de mécontentement et de perte de légitimité, situation périlleuse pour des gouvernements justement en quête d'une légitimité accrue.

La « nouvelle politique d'austérité » définie par la « Nouvelle République » (24) fut présentée comme une réponse originale à l'hyperinflation qui se développait. Curieusement, les attendus de cette politique taisaient l'influence de l'extérieur, la dette extérieure. Les objectifs de la politique d'austérité étaient à la fois de geler les prix, de poursuivre la croissance, d'assurer une meilleure justice sociale. En ce sens, elle s'opposait à la politique d'austérité orthodoxe qui précipite la crise, accentue les inégalités dans l'espoir vain de stopper la hausse des prix et de rétablir les grands équilibres. Mais les objectifs que la politique d'austérité hétérodoxe se donnaient étaient strictement d'ordre intérieur, comme si l'influence de l'extérieur dans le développement de la spirale hyperinflationniste était inexistante.

#### RÉSOLU LE PROBLÈME ... PAR LE PROBLÈME

Le succès immédiat du Plan, tant au niveau politique qu'économique, fera oublier que son succès final dépend de la manière dont sera résolue la dollarisation. Certes, le gel de tous les prix, y compris les salaires, et la désindexation générale semblent supprimer la dollarisation puisque les titres ne sont plus indexés au cours du dollar et au niveau général des prix. Le problème semble être résolu par le problème... Mais la dollarisation potentielle n'a pas disparu pour autant. L'indexation par rapport au niveau général des prix et par rapport au dollar peut redevenir nécessaire si les problèmes fondamentaux que traverse l'économie brésilienne ne sont pas durablement résolus. Or, ils sont incompréhensibles si l'on fait omission de la dette et de ses effets. Nous avons vu que l'originalité de la crise venait précisément de son insertion dans l'économie mondiale et des réponses que les gouvernements qui se sont succédés donnent à la contrainte extérieure. La dette, ignorée apparemment lors de l'élaboration des plans d'austérité, est le « présent absent ».

Ses effets négatifs pourront réapparaître. A la différence de l'Argentine avec le plan Austral, du Mexique qui rééchelonne perpétuellement ses remboursements, la souplesse de l'appareil industriel et l'influence d'une distribution plus égalitaire des revenus peuvent permettre au Brésil d'éloigner les échéances et de limiter les effets négatifs que le paiement des intérêts ont sur la croissance.

Mais si les références au poids de la dette dans l'aggravation de la crise et de l'inflation sont quasi absentes, les fondements de cette politique d'austérité et les premières mesures prises sont hétérodoxes (25). Les économistes argentins et brésiliens ont approfondi l'analyse des mécanismes de l'inflation que l'école dite structuraliste avait élaboré en Amérique latine il y a quelques décennies. Selon eux, l'inflation (26) peut se décomposer en deux blocs. Le premier entretient une filiation avec les analyses structuralistes et insiste plus particulièrement sur les difficultés provenant de l'offre. Le second, dit inflation « inertielle », a pour origine le mécanisme d'indexation généralisée à l'ensemble des prix. L'inflation se perpétue et renforce la « culture inflationniste » par un jeu quasi automatique de reproduction des hausses des prix.

En séparant l'inflation en deux blocs, sans analyser les rapports qu'ils pourraient entretenir entre eux, on n'approfondit pas suffisamment l'étude de l'hyperinflation et on propose un remède qui, pour être un choc psychologique, peut se révéler inefficace si des mesures structurelles d'accompagnement ne sont pas prises. Le remède immédiat à l'hyperinflation découle de l'analyse faite de l'inflation inertielle. Il suffit de supprimer l'indexation et de geler l'ensemble des prix. On « gomme » grâce à une mesure administrative l'inflation inertielle en supprimant l'indexation. La liberté des prix n'est pas considérée comme pouvant être efficace. Cette défiance vis-à-vis des règles du marché fonde l'hétérodoxie du plan d'austérité.

Le gel des prix est une mesure délicate à mettre en œuvre lorsque l'inflation atteint les 300 %. Il est nécessaire d'établir une table de conversion pour les achats effectués à crédit dans le but de réduire le montant des échéances car ces dernières avaient été calculées en tenant compte de l'inflation passée. Mais, bien que cette opération soit délicate, ce n'est pas la difficulté principale. L'indexation n'était pas quotidienne. Elle était semestrielle pour les salaires. On ne peut donc geler le dernier salaire perçu car celui-ci aurait pu être ajusté la veille de la mise en œuvre du plan ou l'être le lendemain. Dans les deux cas de figure, la situation est, à l'évidence, totalement différente. On comprend que la discussion sociale sera centrée sur la définition du salaire moyen à réajuster, sur le pourcentage d'augmentation, sur les conditions de réindexation — partielle, totale, à partir de quel taux d'inflation — sur l'opportunité d'établir une allocation chômage, si modeste soit-elle. Les solutions trouvées rompent avec les politiques

d'austérité orthodoxes, sont meilleures que celles offertes dans le plan Austral, mais restent insatisfaisantes. Le salaire moyen est augmenté de 8 %, le salaire minimum de 15 %, l'indexation se fait automatiquement à partir de 20 % d'inflation mais elle est limitée à 60 %, une allocation chômage aux conditions d'accès très restrictives est mise en place. L'éventail des salaires se rétrécit. Les augmentations de salaire s'inscrivent dans le mouvement initié quelques mois auparavant mais permettent tout juste de retrouver le niveau atteint en 1981.

Le traitement du déficit public, la politique monétaire et la politique salariale contenues dans le plan Cruzado sont plus hétérodoxes que les mesures prévues dans le plan Austral, mais les mesures prises une à une ne sont pas hétérodoxes ou orthodoxes en elles-mêmes. C'est le principe qui les commande qui l'est ou ne l'est pas. Le pari implicite du plan Cruzado est que l'offre devrait suivre la demande. La crise et l'inflation y sont expliquées par une demande insuffisante qu'il ne faut pas entraver davantage. On reconnaît là l'influence structuraliste et, par certains aspects, une conception keynésienne qui, compte tenu de l'emprise dominante du monétarisme en général, apparaît effectivement comme hétérodoxe. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les mesures d'accompagnement de juillet 1986. L'épargne obligatoire instituée a eu pour objectif de financer, en l'absence d'une épargne suffisante, des programmes d'investissements et de relancer ainsi l'offre.

L'offre va devenir le problème dominant. L'inélasticité croissante de la production par rapport à une demande gonflée par la liquidation des épargnes, l'augmentation de l'emploi et la récupération partielle du pouvoir d'achat, l'apparition de goulets d'étranglements paralysant la chaîne de transformation des produits s'ajoutant à la pénurie créée pour quelques produits alimentaires vont devenir inquiétantes.

Mais avant que de tels problèmes n'apparaissent, le plan Cruzado de février 1986 aura confirmé l'essor industriel. Ce double aspect, succès et limites, ne peut être compris si l'on ne tient pas compte de la plasticité de l'appareil industriel, acquise grâce aux politiques industrielles suivies durant les années 1970.

Les fluctuations que connaît l'industrie et les facultés d'adaptation de l'appareil industriel sont en effet étonnantes. La production de l'industrie de transforma-

24. « la Nouvelle République » désigne le nom du régime qui a succédé à la dictature militaire, que l'on pourrait dater de l'élection de Tancredo Neves à la présidence le 15 janvier 1985, voir *Inprecor* numéro 191 du 4 mars 1985.

25. Sur les politiques hétérodoxes d'austérité, voir le numéro spécial de *Tiers Monde* consacré aux politiques d'ajustement et notamment les articles de J. Cartier-Bresson, M. Ikonocoff, J. Saboia et P. Salama.

26. Pour une présentation synthétique des analyses de Bresser Perreira, Lopès, Frankel etc. voir l'article de B. Jetin dans *Tiers Monde* op. cit.

tion (27) baisse de 11,3 % en 1981, 0,3 % en 1982, 5,9 % en 1983, puis s'élève de 6 % en 1984 et de 8,3 % en 1985. L'industrie de biens de capital connaît de plus amples fluctuations : la baisse est de 17,9 % en 1981, 13,4 % en 1982, 19,1 % en 1983 et la hausse de 12,8 % en 1984 et de 12,3 % en 1985. Les biens de consommation durables connaissent une fluctuation plus irrégulière. La plasticité de l'appareil industriel est également étonnante. La part des exportations de l'industrie de transformation passe de l'indice 100 en 1980 à l'indice 168,4 en 1984 et 163,3 en 1985. Le rapport entre cet indice et l'indice de la production de l'industrie de transformation passe de 100 en 1980 à 191 en 1984 et 173,1 en 1985 (28). La baisse relative que l'on observe en 1985 révèle que le moteur de la croissance se déplace des exportations de produits industriels (29) vers le développement du marché intérieur, alimenté par les hausses de salaires.

Cette nouvelle orientation est confirmée avec le plan Cruzado. Les débouchés intérieurs augmentent considérablement. La production industrielle croît fortement au premier semestre 1986 par rapport au premier semestre 1985, mais insuffisamment par rapport à l'augmentation de la demande. Le marché intérieur concurrence les exportations et constitue une menace pour le dégagement d'un solde positif de la balance commerciale. Les exportations de produits métallurgiques baissent de 14,7 % entre ces deux semestres à cause du « détournement » provoqué par l'essor des débouchés intérieurs. Les importations autres que le pétrole augmentent de 26,3 % — les biens d'équipement de 52 % — la baisse de 53,8 % de la valeur des importations de pétrole réduit cet effet négatif.

Le plan Cruzado accentue ainsi le mouvement de reprise mais révèle également la fragilité de l'appareil productif. Soumis à une demande gonflée surtout par la liquidation des épargnes et l'accroissement de l'emploi, l'appareil productif a pu s'adapter mais les réductions massives de l'investissement du début des années 1980 n'ont pas permis aux capacités de production d'être suffisamment importantes. L'offre devient plus rigide et l'appareil de production montre sa fragilité. En d'autres termes, la complexification de l'appareil industriel dans les années 1970, la crise au début des années 1980 expliquent à la fois ses capacités d'adaptation et les limites de celle-ci. Les pressions inflationnistes s'accroissent. Le doute quant au succès final du plan conduit à des comportements spéculatifs qui s'expriment aussi bien par la liquidation des épargnes que par l'écart croissant entre le change officiel et le change parallèle. Le second plan Cruzado de novembre 1986 doit se comprendre dans ce contexte. La hausse substantielle des tarifs des services publics, du prix de certains biens durables s'apparente à une épargne forcée, obtenue par d'autres voies que l'inflation. On peut n'y voir qu'une conséquence de la nécessité de limiter la demande, mais on peut aussi la comprendre comme la

contrepartie d'une élévation de l'épargne pour financer le service de la dette externe. Les deux explications ne sont pas opposées. L'apparition d'un excès de la demande par rapport aux capacités de l'offre ne diminue en rien la nécessité de trouver une épargne pour financer le service de la dette. La contrainte extérieure, absente dans la présentation des attendus et des objectifs du plan, réapparaît avec force. Le paiement du service de la dette a un effet dépressif qui ne peuvent compenser durablement une augmentation de la demande et une plasticité importante de l'appareil industriel. C'est ce que nous allons voir à présent.

#### COMMENT FINANCER LA PONCTION DE LA DETTE

Le prélèvement massif pour honorer le service de la dette est obtenu par deux voies : une réduction des importations et une augmentation des exportations. La première découle soit d'une baisse des revenus, soit d'une restriction volontaire dont les effets à court terme sont inflationnistes — répercussions de la hausse de protection, de la sous-évaluation — voire paralysants, par défaut d'input. La seconde voie est celle d'une orientation stimulée de la production pour l'exportation. Cet accroissement des exportations donne lieu à des versements de salaires, à des achats de produits intermédiaires locaux qui, transférés, seront exportés. Lorsque les devises obtenues sont converties en monnaie locale, la demande augmente, mais l'offre n'est pas au niveau puisqu'une partie est précisément amputée par ces exportations et que les importations sont comprimées. L'inflation s'accroît provoquant un développement de l'épargne forcée. Les mesures de protection (indexation) permettent de limiter son ampleur et reproduisent l'inflation inertielle dont la cause originelle se trouve dans le prélèvement massif. Lorsque le produit des exportations ne donne pas lieu intégralement à un accroissement de la monnaie locale, la croissance de la masse monétaire est certes freinée, mais le processus inflationniste demeure pour l'essentiel car l'acte de production est toujours un processus de double avance : du salarié vis-à-vis du capitaliste et du capitaliste lui-même. Ce dernier paie après que ses employés ont travaillé mais avant qu'il n'ait pu obtenir le produit de sa vente. Le versement des salaires directement ou indirectement, (chaîne de transformation des produits), accompagné d'un détournement de l'offre afin d'accroître le solde de la balance commerciale, alimente le processus d'épargne forcée.

Cet accroissement de l'épargne (30) provoque un effet dépressif grâce au jeu keynésien classique. La réduction de la demande effective et anticipée conduit à des baisses drastiques de l'investissement et à une transformation accrue des actifs en placements financiers. Les entreprises achètent des pseudo-dollars dont le taux de rendement s'accroît au rythme de la sous-évaluation de la monnaie. Le processus de multiplication

vers le bas est engagé. Nous avons vu combien il avait pu être important.

Le prélèvement opéré pour payer le service de la dette extérieure se réalise grâce à l'inflation et à l'épargne forcée. La demande est limitée à défaut d'une offre orientée vers les exportations.

La récupération du pouvoir d'achat, l'augmentation de l'emploi vont élever la consommation. Le resserrement de l'échelle des salaires, la liquidation des épargnes avec le plan Cruzado vont dans le même sens. On pourrait dès lors penser que l'accroissement de l'épargne dû aux transferts vers l'extérieur et la diminution de l'épargne due aux raisons que nous venons d'écrire, pourraient se compenser. Cette possibilité dépend du degré de plasticité de l'appareil industriel et de sa dimension. En 1985 et jusqu'au mois d'octobre 1986, cet appareil semble avoir eu suffisamment d'élasticité pour que l'accroissement de la demande provoque une augmentation de la production et que l'effet dépressif soit non seulement annulé mais que la croissance devienne vive. La diminution des capacités de production oisives, joue progressivement comme obstacle en rendant de plus en plus inefficace la relance par la demande, dans le court et le moyen terme, qui rend nécessaire d'accroître l'offre. L'effet dépressif du prélèvement extérieur réapparaît alors avec brutalité. L'épargne forcée redevient nécessaire tant que n'est pas remis en cause le paiement interminable et très lourd du service de la dette extérieure. La dollarisation, gommée, menace à nouveau.

La poursuite de l'industrialisation ne pourra se faire par une compression de la demande dans le but non avoué de financer la dette. Les scénarios des industrialisations, anciens mais de grande actualité pour de nombreux pays latino-américains, risquent de ressurgir. ■

Pierre SALAMA,  
30 novembre 1986.

27. Elle comprend les industries de biens de capital, de produits intermédiaires, de biens de consommation durables et non durables.

28. Source FGV, FUNCEX et IBGE in W. Suzigan : « A industria brasileira em 1985-1986 : desemprego e politica » in *Política econômica...* op. cité.

29. Les produits industriels brésiliens deviennent compétitifs et bénéficient de la reprise aux Etats-Unis. Les salaires baissent pendant la crise, la productivité s'accroît (1980-100 et 1985-116) en raison d'une diminution substantielle de l'emploi (1980-100 ; 1984-78,1 et 1985-82,5) et d'un développement des investissements de modernisation dès 1984. Le coût salarial diminue. A ces effets positifs (en terme de compétitivité) s'ajoute une évolution favorable du taux de change dès 1983. Les deux effets se cumulent. L'indice exprimant cette combinaison révèle une détérioration de 1981 à 1982 et une amélioration sensible ensuite (1980-100 ; 1983-112,6 ; 1984-132 et 1985-130). Source Suzigan, op. cité.

30. Cet accroissement de l'épargne est probablement plus élevé que celui qui aurait été nécessaire pour financer l'investissement dans le passé sans recours à l'emprunt, puisqu'il est le produit du remboursement du principal et des intérêts bien que le moratoire de fait sur le principal nuance cette appréciation que font Miret et Fonteneau, op. cité.

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### ARGENTINE

#### "Point final" pour les crimes de la dictature

Le 23 décembre 1986, par 126 voix contre 16, celles du Parti intransigeant, le Congrès argentin a adopté la loi "Punto Final", point final, qui tire un trait sur tous les crimes commis par les militaires et les policiers pendant la dictature "entre le 24 mars 1976 et le 10 décembre 1983". Ceux qui veulent porter plainte ont un délai de 60 jours pour le faire, passée cette date, il ne sera plus possible de traduire qui que ce soit devant les tribunaux et la prescription jouera.

Le jour du vote, les péronistes du Parti justicialiste avaient courageusement joué la politique de la chaise vide pour ne pas avoir à se prononcer. Ils se sont contentés d'envoyer leurs députés les plus à droite afin d'assurer le quorum, permettant ainsi à la loi proposée par le gouvernement Alfonsín, d'être adoptée sans problème.

Dehors, les Mères de la Place de Mai avaient organisé une manifestation et scandaient "les radicaux disent qu'ils sont la vie et la paix, mais ils laissent les assassins en liberté". Quelques jours auparavant, le 20 décembre une autre manifestation appelée par les Mères devait rassembler plus de 50 000 personnes qui protestaient contre l'absolution donnée aux militaires. C'est la plus importante manifestation depuis 3 ans que les radicaux sont au pouvoir. L'appel était soutenu par toutes les organisations de défense des Droits de l'Homme, par la C.G.T. mais aussi par les jeunes de l'Union civique radicale, le parti au pouvoir.

Depuis le 8 janvier, une pétition demandant l'inculpation de 650 militaires et réclamant l'établissement de l'identité de 457 autres circule en Argentine à l'initiative toujours des organisations de défense des Droits de l'Homme.

La commission mise en place par Alfonsín au lendemain de son arrivée au pouvoir, présidée par l'écrivain Ernesto Sabato avait officiellement recensé 9 000 prisonniers assassinés pendant la dictature. Bien que ce chiffre soit terriblement en dessous de la réalité, les tortionnaires mêmes de ces 9 000 victimes recensés sont toujours en liberté. L'un des plus "fameux" bourreaux de la dictature, le capitaine Astiz, qui officiait à la tristement célèbre Ecole mécanique de la marine, accusé d'être personnellement l'assassin d'une jeune suédoise et de deux religieuses françaises, a été acquitté, "faute de preuves". Seuls sont en prison, les chefs

de la Junta : Videla, Galtieri et Viola. Tous les autres sont en liberté, ils n'ont fait "qu'obéir aux ordres".

Par contre, quand Alfonsín accéda à la présidence, il restait dans les prisons argentines 114 personnes qui avaient été condamnées par la justice militaire sous la dictature. Il s'est refusé à les amnistier, parmi ces prisonniers, 13 d'entre eux sont considérés comme "prisonniers spéciaux", mais sans statut de prisonniers politiques. Ce sont pour la plupart des militants de vieilles organisations révolutionnaires, comme le PRT-ERP de Santucho. Les Mères de la Place de Mai ont organisé des rassemblements de solidarité devant la prison Villa Devoto où ils sont incarcérés. Pendant que ceux qui ont lutté contre la dictature sont toujours sous les verrous, les assassins se pavanent dans les casernes avec la bénédiction de la hiérarchie catholique qui soutient la loi de la "réconciliation nationale". Du temps de la dictature, le Cardinal Aramburu, archevêque de Buenos-Aires, fermait les portes de la cathédrale pour empêcher les Mères qui manifestaient tous les jeudis de s'y réfugier quand elles étaient poursuivies par la police. Les évêques aussi ont beaucoup de choses à "oublier"...

### MADAGASCAR

#### Répression contre les étudiants

Le 31 janvier une manifestation des étudiants de Tananarive a été réprimée par l'armée. Le 2 février suivant, même scénario. Le lendemain des heurts entre étudiants grévistes et non grévistes auraient fait dix morts parmi ces derniers. Depuis lors, l'agitation sur le campus se poursuivrait.

La majorité des étudiants malgaches entend protester contre une réorganisation de l'université qui touche d'abord la gestion des cités universitaires et des restaurants. Le gouvernement veut rationaliser le campus c'est-à-dire, en définitive s'attaquer à tous ceux qui, plus ou moins anciens étudiants, vivent dans l'enceinte de l'université. Mais dans un pays comme Madagascar dont l'économie est chancelante et le revenu de la population en chute libre, ces anciens étudiants - tous chômeurs - symbolisent à leur manière, la crise sociale actuelle. S'attaquer à eux, sans offre de logement et en envoyant l'armée c'est vouloir faire payer la crise au plus démunis.

Madagascar fait partie des pays les plus touchés par la crise. Le régime Ratsiraka proclame depuis plus de 10 ans une idéologie "socialiste". La quasi-totalité des

partis sont membres d'un front, dominé par l'Arema, le parti de Ratsiraka. Ainsi au nom de la "révolution" la classe politique se partage le gâteau dans une ambiance de corruption frénétique. L'appartenance à ce front étant une condition pour pouvoir exister légalement, le régime malgache s'apparente à un régime de dictature malgré le semblant de pluralisme. Seul un parti, le MONIMA, de Monja Joana, a pu cultiver l'ambiguïté, être un pied dans et l'autre hors du front pour faire figure d'opposition. Ceci a d'ailleurs valu à son dirigeant quelques passages en prison. ■

### SUISSE

#### Contre la flexibilité

Le samedi 7 février, plus de 200 personnes ont répondu à l'appel du Comité travail et santé (CTS) de Neuchâtel, pour manifester leur appui aux travailleurs de l'entreprise horlogère d'ETA-Marin. Cette dernière, membre du groupe la Société de Micro-électronique et Horlogerie (SMH) cherche à perfectionner les méthodes d'exploitation de la main-d'œuvre par l'introduction de la fameuse flexibilité, c'est-à-dire le travail en équipes, le travail de nuit et le travail le week-end.

Le but est clair : d'une part, les nouveaux patrons veulent obtenir la flexibilité maximum dans l'utilisation de l'appareil de production de circuits électroniques afin de répondre à une demande très fluctuante dans ce secteur et, d'autre part, ils désirent créer un précédent à Neuchâtel avec l'appui des autorités du canton mais aussi de la direction syndicale de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH), avant la révision de la loi sur le travail, révision qui a pour but de réduire encore la protection des salariés.

Plusieurs syndicalistes opposés à ces mesures ont pris la parole lors de cette réunion; un représentant de la Fédération des travailleurs de la chimie et du papier (FTCP), un membre du Syndicat des arts graphiques (SLP) et la vice-présidente de la commission féminine du syndicat des services publics (VPOD), Patricia Pedrina qui devait souligner les similitudes de la politique de flexibilité de la main-d'œuvre menée dans le public et le privé : "Au lieu d'utiliser les nouvelles technologies pour réduire le travail de nuit et du dimanche, ils veulent en faire un moyen d'asservissement encore plus grand des travailleurs. Et les femmes deviennent un des instruments pour parvenir au but : généraliser le travail en continu et comprimer les coûts salariaux".

Dans cette branche, en effet, la part de

la main-d'œuvre féminine est importante et de nombreuses travailleuses ont avec force, décrit la façon dont le travail en équipes ruinait leur vie sociale, physique et familiale.

Invitée à ce meeting, une militante du syndicat allemand de la métallurgie IG-Metall, qui travaille dans une entreprise de Dortmund, a expliqué l'importance de la lutte pour la diminution du temps de travail et celle pour l'égalité des droits au travail entre hommes et femmes.

Enfin, notre camarade du Parti socialiste ouvrier (PSO), la section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale, Charles-André Udry, qui participait à cette réunion, devait dénoncer le soi-disant caractère "économiquement indispensable" de l'introduction du travail le dimanche. ■

## NOUVELLE-CALEDONIE

### Offensive contre les indépendantistes

Le gouvernement Chirac développe une orientation de plus en plus ferme à l'égard du mouvement indépendantiste Kanak. Cela commença par le renforcement de la présence militaire française (8 000 soldats, soit un pour huit Kanaks) qui resserre l'encadrement répressif des tribus indépendantistes. Il y eut ensuite l'adoption de la Loi Pons, du nom du Ministre des DOM-TOM, qui légitimait cette militarisation, annulait toute réforme foncière au profit du peuple colonisé, supprimait les crédits aux Conseils de régions indépendantistes, et multipliait les largesses aux colons.

Une nouvelle étape dans cette offensive vient d'être franchie avec l'annonce de la tenue l'été prochain d'un référendum dont les modalités donnent entière satisfaction à la droite coloniale.

En effet, la définition du corps électoral (voteront tous les résidents sur le territoire depuis plus de trois ans) et le choix de la question référendaire (pour l'autonomie avec la France, ou en faveur d'une indépendance contre la France) ont été étudiés pour empêcher la prise en compte des aspirations indépendantistes majoritaires au sein du peuple Kanak colonisé.

Cela consiste ni plus ni moins à avilir l'immigration européenne intervenue ces trente dernières années et dont le résultat fut de minoriser le peuple Kanak sur son propre sol. Quelle sera donc la valeur d'un référendum où les voix des fonctionnaires, militaires, affairistes et aventuriers français de toute sorte compteront autant que celles du peuple autochtone colonisé ?

Le choix gouvernemental est sans fard, celui d'un appui aux thèses pro-colonialistes de la droite locale et principalement du Rassemblement pour la Calédonie dans la république, lié au RPR métropolitain. Il fait fi de l'existence même de la revendication indépendantiste kanake et du Front de libération nationale Kanak et socialiste (FLNKS) qui représente

pourtant au moins 80% de la communauté Kanake.

Récemment en visite sur le "caillou" calédonien, le ministre des DOM-TOM Bernard Pons, a refusé de rencontrer les leaders indépendantistes. Par des contacts avec quelques chefs coutumiers et quelques villages mélanésiens pro-français, il essaya de contourner l'aspiration de tout un peuple. Pour justifier sa démarche le Ministre n'hésita pas à ramener le combat indépendantiste à une manipulation idéologique de "gauchistes français". Pons s'est ainsi adressé à une poignée de Kanaks pro-français pour leur demander : "allez prêcher la bonne parole, tournez-vous vers vos frères et vos sœurs qui ont été abusés et expliquez-leur qu'ils ont été intoxiqués par des Européens membres de la Ligue communiste révolutionnaire venus en Nouvelle-Calédonie développer une pensée marxiste et une idéologie totalitaire" (Le Monde 10 février 1987). C'est là un poncif classique du colonialisme en Nouvelle-Calédonie qui a toujours voulu nier la réalité du sentiment nationaliste du peuple Kanak.

Si le gouvernement Chirac choisit ainsi de précipiter les échéances c'est parce qu'il entend prendre de court la campagne diplomatique du FLNKS, profiter du recul de la mobilisation sur le terrain ces derniers mois et tenter d'obtenir un consensus de la

classe politique autour des modalités de convocation du référendum. En son temps le PS avait effectivement imaginé une définition du corps électoral similaire. Sur cette base l'offensive contre le FLNKS se précise. Ce dernier qui réunissait sa convention début février à Arama, dans le nord de l'île, a réaffirmé sa position concernant le corps électoral pour le référendum : seul doit voter le peuple colonisé concerné par un scrutin d'auto-détermination, le peuple Kanak. Les leaders du FLNKS se disent toutefois, en coulisses, prêts à négocier la participation éventuelle des "victimes de l'histoire", ces calédoniens européens nés sur le territoire de père et de mère également nés dans l'île. Sur ce point, Paris refuse pour l'instant toute discussion.

Dès lors, il y a tout lieu de penser sauf concession gouvernementale de dernière minute ou recul du FLNKS, l'on s'achemine vers une non participation des indépendantistes au prochain scrutin. Que ce boycott soit passif ou actif comme en novembre 1984, ce que la présence militaire rend plus difficile, en tout état de cause, la tenue du scrutin dans de telles conditions n'aura en rien résolu la question calédonienne.

Plus que jamais donc la situation reste explosive et la vigilance anticolonialiste nécessaire. ■

## ISRAEL

### Arrestations à Jérusalem

Nous venons d'apprendre que notre camarade Michel Warchawski, dirigeant de la section israélienne de la IV<sup>e</sup> Internationale a été arrêté en compagnie de trois autres militants le 16 février dernier.

La police a organisé une opération de police contre le local du Centre d'information alternative qui publie depuis quelques années, le bulletin *News from Within*. Cette publication s'attache avant tout à dénoncer la répression et les violences dont sont victimes les militants arabes en Israël et dans les territoires occupés (voir *Inprécor* numéro 237 du 16 février 1987). Le Centre a été fermé et tout le matériel d'impression confisqué.

Les jours suivants, trois des camarades arrêtés ont été relâchés mais Michel Warchawski demeure emprisonné. Il est accusé de "rendre service à une organisation terroriste, notamment le Front populaire pour la libération de la Palestine (de Georges Habache, ndlr.)". La perquisition et les arrestations ont eu lieu en présence d'une équipe de télévision et notre camarade a pu faire une déclaration rejetant toute accusation de ce type.

Une campagne de solidarité est d'ores et déjà lancée. En France, une déclaration de personnalités circule. Au Mexique, une protestation a été signée par les députés du Parti révolutionnaire des travailleurs, la section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, par le Partic socialiste unifié mexicain (PSUM-communiste) ainsi que par des députés du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI-parti gouvernemental).

Toutes les déclarations et télégrammes doivent être envoyés au Ministère de la Justice, à Jérusalem. ■